

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 31
JEUDI 23 OCTOBRE 1969

Les grandes luttes approchent



Camarades,

Impulsons l'organisation révolutionnaire des masses !



UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **TEXTILES DU TARN A BARTES** : grève avec occupation d'usine depuis 15 jours contre le licenciement de 250 travailleurs.
- **MINES DE FER D'ANDERNY (MEURTHE-ET-MOSELLE)** : depuis le 2 octobre, les ouvriers sont en grève pour leurs salaires.
- **DOCKERS** : poursuite de la lutte par la diminution des cadences, les samedi 11 et 18 octobre, les dockers arrêtent le travail 24 heures. Ils luttent pour la réduction du temps de travail, pour l'abaissement de l'âge de la retraite, etc.
- **CHANTIERS D'AMENAGEMENT HYDRO-ELECTRIQUE D'EMOSSON (HAUTE-SAVOIE)** : 200 travailleurs sont en grève depuis 2 mois pour leurs revendications.
- **USINOR A DENAIN (NORD)** : les fondeurs des hauts-fourneaux, en grève depuis le 4 octobre, poursuivent leur lutte pour une augmentation de salaire de 0,50 F de l'heure. La direction met en chômage 2 000 ouvriers.
- **ERO (chauffe-eau) A SORGUES** : 400 ouvriers sont en grève depuis 17 jours pour l'augmentation des salaires. La solidarité du complexe industriel Sorgues-Le Pont se développe.
- **HUTCHINSON A CHALETTE (LOIRET)** : après le look-out de 1 150 travailleurs pratiqué par le trust Mapa-Fit-Hutchinson, les quatre ateliers poursuivent leur grève. Par solidarité, trois ateliers décident de débrayer, la direction fait fermer les portes à clé afin que les ouvriers poursuivent leur travail. La juste colère des ouvriers se manifesta par l'occupation des ateliers.
- **RHODIACETA A BESANCON** : 1 300 travailleurs continuent leurs débrayages pour leurs revendications.
- **RHONE-POULENC A CHALAMBRE (HAUT-RHIN)** : 1 200 ouvriers sont en grève depuis le 7 octobre pour une augmentation de salaire de 0,60 F de l'heure.
- **ETABLISSEMENTS STEIN-INDUSTRIE A ROUBAIX ET LYS-LES-LANNAY** : 750 ouvriers sont en grève pour les salaires, la réduction du temps de travail depuis le 9 octobre.
- **SONOLOR A LA COURNEUVE** : poursuite des débrayages. Les propositions patronales sont jugées insuffisantes par le personnel.
- **PAPETERIES DE LA SEINE A NANTERRE** : poursuite des arrêts de travail, après les insuffisantes propositions patronales.
- **CHEAUME A MONTREUIL** : les métallos poursuivent leur lutte depuis le 2 octobre.
- **VICTOR-MICHEL A ARCUEIL** : les rotativistes sont en grève pour leurs salaires et pour l'augmentation des effectifs.
- **BANQUE NATIONALE DE PARIS** : 800 mécanographes (femmes) et une centaine d'opérateurs (hommes) poursuivent leurs actions.
- **LABORATOIRE DE RECHERCHE DE M. LEPRINCE-RINGUET A PARIS** : grève de la faim depuis le 8 octobre d'un des quatre vacataires licenciés, qui a dû être hospitalisé à l'hôpital Saint-Antoine.
- **A SOUILAC (LOT)** : 12 000 planteurs de tabac se rassemblent et manifestent. Ils réclament l'indemnisation des pertes qu'ils viennent de subir en raison du mildiou. Ils protestent également contre le projet européen d'organisation du tabac de Strasbourg.
- **S.C.O.M.A.N. ET FONDERIES A LAVAL (MAYENNE)** : débrayage pour les salaires.
- **SALMSON-L.M.T. (pompes industrielles) A LAVAL (MAYENNE)** : les débrayages se poursuivent pour la même augmentation que les mensuels soit 40 F et les ouvriers refusent toute augmentation en pourcentage.

SAMEDI 11 OCTOBRE

- **SOCIETE DE PLASTIQUES ET DE RACCORDS NICOLI A CHOLET** : 200 ouvriers occupent l'usine.

LUNDI 13 OCTOBRE

- **P. ET T.** : 2^e semaine d'action.
- **L.M.T. A BOULOGNE** : débrayages aux départements fabrication, mécanique, outillage, 633, 635, 638, et ateliers d'études pour les revendications. Depuis plus d'une semaine, les ouvriers du département 638 débrayent quotidiennement.
- **RHODIACETA A LYON-VAISE** : grève de 24 heures des travailleurs postés (3 x 8 et 4 x 8) pour la réduction du temps de travail, pour les primes de nuit et du dimanche.
- **AIR-FRANCE A ORLY-NORD** : grève de 24 heures des ouvriers et techniciens travaillant à la réparation des instruments de bord pour l'amélioration de leur classification.
- **COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL DE CHEF BOUTONNE (DEUX-SEVRES)** : grève contre le manque de professeurs, six postes ne sont pas pourvus. 150 parents d'élèves défilent dans les rues.
- **COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE MALICET A AUBERVILLIERS (SEINE-SAINT-DENIS)** : grève des élèves devant le manque de matériel et l'insuffisance du nombre de professeurs. Les professeurs feront grève mardi.
- **PARC DES PRINCES A PARIS** : 15 000 commerçants et artisans se rassemblent pour la défense de leurs revendications. U.N.A.T.I. organise une manifestation qui subit la répression policière. Le C.I.D. rassemble à la Mutualité conspue Gingembre et Deleau (voir article).

MARDI 14 OCTOBRE

- **RENAULT A FLINS** : débrayages des essayeurs, pistoletiers, retoucheurs, caristes, outilleurs du département 65, des ouvriers de l'entretien du département 68 pour l'application de la nouvelle grille de salaires, pour

l'amélioration des conditions de travail, la mensualisation pour tous, la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite.

- **RENAULT A CLEON (SEINE-MARITIME)** : débrayages de 700 ouvriers du département moteurs, pour l'amélioration du pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail, etc.
- **SOCIETE ALSACIENNE (ex-Câbles de Lyon) A LYON** : 1 000 travailleurs cessent le travail pour leurs revendications.
- **MICHELIN A BOURGES** : grève de 24 heures pour une augmentation horaire de 0,40 F.
- **S.N.E.C.M.A. A CORBEIL** : les travailleurs débrayent pendant 4 heures contre les 755 licenciements annoncés par la direction et manifestent dans les rues de Corbeil aux cris de « Pas de licenciements », « Le pouvoir est responsable ». Ils ont bloqué la nationale 7 pendant 15 minutes.
- **BIGNAND A SAINT-MAUR** : grève pour la réintégration d'un militant ouvrier et pour les revendications.
- **S.O.P.E.L.E.M. A PARIS-20^e** : grève pour les salaires, la mensualisation, la réduction du temps de travail.
- **SOCIETE INDUSTRIELLE DES COMPRIMES DE L'OUEST (S.I.C.O.) AU MANS (objets de plastique)** : grève totale des 800 ouvriers pour l'application d'un accord sur l'indemnisation à 100 % de l'heure de réduction du temps de travail. L'équipe de nuit décide d'occuper l'usine (voir article Front Ouvrier).
- **SUD-AVIATION A CANNES** : débrayages.
- **SUD-AVIATION A SURESNES** : débrayages.
- **NORD-AVIATION AUX MUREAUX (YVELINES)** : débrayages pour la garantie de l'emploi et les revendications.
- **TRANSPORTS AUTOMOBILES MUNICIPAUX (T.A.M.) DE LA REGION PARISIENNE** : débrayages.
- **USINE DE TRANSPORT DROUIN A NANTES** : 800 ouvriers et employés en grève.
- **CHANTIERS NAVALS DE LA SEYNE** : 1 700 grévistes sont en lutte pour les salaires et la réduction du temps de travail.
- **GARE SAINT-CHARLES A MARSEILLE** : grève des agents de manœuvre contre la suppression d'une trentaine de postes.
- **METEOROLOGIE A PARIS** : le personnel du service central débraye pour ses revendications.

MERCREDI 15 OCTOBRE

- **S.N.E.C.M.A. A MELUN** : 3 000 travailleurs manifestent aux cris de « Pas de licenciements » (755 licenciements sont prévus dans l'ensemble des usines de la société).
- **S.N.E.C.M.A. A BOIS-COLOMBES** : les métallos de l'usine Hispano (rattachée à la S.N.E.C.M.A.) manifestent contre 95 licenciements et le démantèlement prévu de l'usine.
- **S.E.M.M. (construction de caravanes) A SAINT-NAZAIRE** : 500 travailleurs de cette entreprise avaient obtenu le 13^e mois et la réduction du temps de travail. Moins d'une semaine après la signature de cet accord, la direction renie sa signature. Des milliers de métallos des entreprises de Saint-Nazaire manifestent leur soutien à leurs camarades en lutte.
- **IDEAL-STANDARD A DAMMARIE (SEINE-ET-MARNE)** : 25 débardeurs sont en grève.
- **P. ET T.** : grève de 24 heures des facteurs pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des effectifs.
- **UNION DES ASSURANCES DE PARIS** : place Vendôme, 2 000 employés manifestent aux cris de « L'U.A.P. peut payer ».
- **E.G.F. A LA CENTRALE DE VITRY** : débrayage contre les sanctions prises à l'encontre d'un conducteur de groupe.
- **CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES A PARIS** : grève des techniciens guichetiers et des guichetières pour les indices de salaires et l'amélioration des conditions de travail.
- **LYCEE VOLTAIRE A PARIS** : grève des professeurs contre la réduction d'une heure de langue vivante dans 6 classes, l'absence de quatre professeurs d'éducation physique et de quatre surveillants et la surcharge de certaines classes.
- **LYCEE BERNARD-PALISSY A AGEN (LOT-ET-GARONNE)** : les lycéens du second cycle sont en grève depuis le mardi matin. Ils exigent qu'un remplaçant soit détaché pour occuper le poste d'un professeur absent depuis la rentrée. Première victoire : un suppléant arrive au lycée dès le mercredi. Les lycéens poursuivent la grève pour la suppression des brimades de l'administration et pour la refonte du règlement intérieur.

JEUDI 16 OCTOBRE

- **SOCIETE BRETONNE DE FONDERIES ET DE MECANINIQUES (S.B.F.M.) (filiale de Renault)** : la base déclenche une grève illimitée contre l'avis des dirigeants C.G.T. et C.F.D.T.
- **VOISIN A PUTEAUX** : grève pour les salaires.
- **CAISSE PRIMAIRE DE SECURITE SOCIALE** : grèves pour les salaires.
- **COMMUNAUX DU VAL-DE-MARNE** : grève de 24 heures.
- **LYCEE JEAN-BAPTISTE-SAY A PARIS** : grève des élèves de terminales de philosophie contre les résultats de « l'épreuve anticipée » de français comptant pour le baccalauréat de 1970, 80 % des élèves ont une note inférieure à la moyenne. Les lycéens grévistes considèrent que les résultats ne correspondent pas à leurs aptitudes.
- **IMPRIMERIE SCHEIDER A LEVALLOIS** : grève illimitée avec occupation contre les licenciements.
- Les 600 ouvriers des Ateliers Français de l'Ouest, à Brest, ont cessé le travail hier après-midi. Ils demandent une augmentation des salaires, la mensualisation et la réduction des horaires de travail.

VENDREDI 17 OCTOBRE

- **MINES DE FER DE LORRAINE** : grève de 48 heures pour les salaires et contre les licenciements.
- **WENDEL-SIDELOR A HONNECOURT** : grève des contrôleurs de laboratoire.
- **CITROEN A PARIS-15^e** : débrayage à l'entretien carrosserie à Javel et à l'outillage Leblanc pour les salaires.
- **DASSAULT A BOULOGNE** : débrayages.
- **ROUX-COMBALUZIER (ascenseurs) ET SILDOR A MONTROUGE** : débrayages pour les salaires.
- **AMIENS** : les agriculteurs traitent les vaches dans les rues de la ville et offrent le lait aux automobilistes.
- **NANTES** : 600 agriculteurs critiquent la F.N.S.E.A.
- **PRISUNIC-CAUMARTIN A PARIS** : grève du personnel pour une prime de 150 F à chaque employé.
- **METEO** : à l'observatoire de Magny (Yvelines) : débrayage.
- **LYCEE TECHNIQUE DEODAT DE SEVERAC A TOULOUSE** : grève des repas pour l'amélioration de la nourriture (les prix d'internat et de demi-pension ont augmenté).
- **COMMUNAUX DU VAL-D'OISE ET DE SEINE-SAINT-DENIS** : débrayages.
- **PAVEURS REUNIS A CLICHY** : débrayage pour exiger la réintégration d'un militant ouvrier.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

TOTAL PRECEDENT		Francs
C.J.P.	Orconte	54 896,51
Travailleurs, étudiants, petits commerçants, (septembre)	Noisy-le-Sec	758,50
C.D.H.R. (juin 1969)	Clermont-Ferrand	103,00
Partie salaire d'un lycéen	Clermont-Ferrand	100,00
Normalien	Albertville	23,80
M.M.	Grande Synthe	10,00
L.H.	Dijon	20,00
G.J.M.	Péronne	45,00
C.D.H.R.	Nanterre	225,00
C.D.H.R.	Saint-Maur	52,00
M.B.	Romainville	13,00
C.D.H.R.	Ivry	35,00
C.D.H.R.	Norman-Béthune	50,00
Un jeune soldat	Marseille	400,00
Deux travailleurs sympathisants	Paris-17 ^e	10,00
C.D.H.R.	Saint-Maur	310,00
C.D.H.R.	Côte-d'Or	100,00
Un lecteur	Salon de Provence	10,00
L.D.	Paris-13 ^e	20,00
B.C.	La Courneuve	40,00
R.L. (octobre)	Var	10,00
Don anonyme	Vence	20,00
C.D.H.R.	Dinan	25,00
S.	Montalieu	5,00
C.D.H.R.	Brest	13,00
Un couple pour la naissance de son premier enfant		15,00
Personnel d'Orsay	Orsay	1 000,00
J.P.B.	Lyon-8 ^e	5,00
C.D.H.R.	Bobigny	55,00
G.S.	Paris-10 ^e	40,00
M.J.	Andorre	10,00
G.M.	Athis-Mons	100,00
TOTAL GENERAL		58 539,81

Accentuons nos efforts !

Voici de bonnes nouvelles, amis lecteurs et camarades diffuseurs isolés ou des C.D.H.R. Notre pressant appel au paiement des brochures a été suivi d'un effort sérieux. En deux jours de la semaine dernière, nous avons reçu un peu plus de 12 000 nouveaux francs. D'autre part la vente militante a progressé dans la région parisienne, le chiffre de diffusion s'élevant de 1 700 exemplaires vendus en plus pour le n° 30 par rapport au n° 27. Bien que progressant, la diffusion en province n'a pas été marquée par le même bond en avant.

Si les initiatives pour développer la diffusion militante se développent, si les gros C.D.H.R. savent organiser leur décentralisation, c'est-à-dire multiplier les points de vente (il n'est pas besoin de vingt-cinq camarades au même point, comme cela se passe dans certains cas, mais ces 25 diffuseurs peuvent se répartir à raison de 7 ou 8 sur trois points de vente), alors notre journal est assuré d'atteindre au cours des prochains mois l'objectif de 20 000 exemplaires vendus par la diffusion militante chaque semaine.

C'est ce chiffre que nous voulons atteindre une première fois à l'occasion de la vente de masse du n° 34 en date du 13 novembre prochain, numéro spécial consacré à la Révolution d'Octobre 1917 et qui annoncera, par ailleurs, le grand meeting de célébration du 25^e anniversaire de la fondation de la République populaire d'Albanie, que nous préparons activement.

Camarades diffuseurs, fixez dès maintenant vos propres objectifs de diffusion de ce numéro, préparez les moyens et formes de la consolidation ultérieure des positions conquises (une vente de masse n'aurait pas de sérieuse raison d'être, si elle ne servait à des progrès ultérieurs), passez-nous vos commandes rapidement pour que nous puissions fixer le chiffre précis de tirage.

Une dernière précision utile : sur sollicitation de nombreux camarades, nous avons décidé de ne plus exiger le paiement des affiches, dont les frais d'impression sont couverts par la souscription et l'ensemble de nos recettes. Ces règlements freinent les affichages et gênent donc le développement de la bataille politique. N'hésitez donc plus à nous demander des affiches, camarades, et que les murs de toute la France soient porteurs de notre grand combat contre le pouvoir, l'Etat et la politique des monopoles !

Editions en langues étrangères de Pékin

MARX-ENGELS - Manifeste du Parti communiste	1,05
MARX - Salaire, prix et profit	2,00
MARX - Travail salarié et capital	0,85
LENINE - Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique	1,60
LENINE - L'Etat et la révolution	2,00
LENINE - De l'Etat	1,00
LENINE - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme	2,00
LENINE - La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky	1,40
LENINE - La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)	1,20
STALINE - Des principes du léninisme	3,00
LENINE - Karl Max	0,85

En vente à la librairie « Le Phénix »
72, boulevard Sébastopol, Paris-3^e

ÉDITORIAL

Un se divise en deux.

Sous la pression de la crise générale qui s'exacerbe chaque jour davantage, des contradictions internes éclatent dans tous les domaines, minent toutes les organisations, associations, partis politiques.

La lutte des classes apparaît partout, se radicalise. Le nouveau attaque l'ancien, l'avenir monte à l'assaut du passé. Les masses mettent en accusation les directions, les hommes qui les ont trompés depuis longtemps, rendent de plus en plus difficiles leurs manœuvres mystificatrices.

La lecture du « Figaro » et de « L'Humanité » apporte chaque jour son riche lot d'exemples caractéristiques à ce sujet.

Le plus important journal de la réaction ne dissimule plus son inquiétude. Il titre sur cinq colonnes : « **Les dirigeants de la F.N.S.E.A. contestés par la base** », et dans sa panique, le quotidien du SS Skorzeny « mange le morceau » en précisant avec un effroi visible que ces dirigeants agricoles « **...mettent en garde le gouvernement qui devra agir rapidement afin d'éviter une aggravation de la situation.** »

En effet, chez les paysans travailleurs, on vit aujourd'hui une véritable veillée d'armes. Dans nombre de départements, les hobereaux complices et bénéficiaires de la politique réactionnaire du pouvoir des monopoles ne sont plus écoutés. A Saint-Brieuc, c'est le secrétaire général de la Fédération agricole lui-même qui se trouve amené à déclarer « **L'heure est grave et notre combat est juste. Dans les jours à venir, nous n'hésiterons pas, s'il le faut, à descendre dans la rue.** ». Ailleurs, des responsables locaux des organisations paysannes sont contraints de proclamer la volonté de leur base : « **il faut lancer en novembre des actions plus dures.** »

Comme dans les usines des grandes cités, le souffle avant-coureur d'une tempête passe sur les campagnes.

Le quotidien révisionniste a relaté pour sa part les travaux du comité central du Parti du même nom rassemblé à Ivry les 13 et 14 octobre. Là aussi les dirigeants sont obligés de tenir compte des pressions développées par leur base.

Combien de grèves, parties sur l'initiative des travailleurs, ont débordé les syndicats, dans la dernière période ? La majorité des mouvements déclenchés présente cette caractéristique commune nouvelle : les ouvriers réalisent leur unité d'abord à la base, engagent l'action ensemble, imposent leur volonté de lutte. Les jeunes jouent dans ce développement un rôle décisif, un rôle qui tend à devenir lui-même dirigeant.

Aussi le comité central révisionniste, pour tenter d'endiguer le débordement qui le menace, a-t-il singulièrement « gauchi » ses positions. Pour mieux tromper, le plus longtemps possible, pour mieux perpétuer sa ligne réformiste de « passage pacifique », de collaboration de classes, de « négociations », d'unité avec les commis de la bourgeoisie comme Savary (Parti « socialiste »), Maurice Faure (Parti radical) et autres Mitterrand (qui poursuit son « tour de France »), le P.« C. »F. est obligé de lâcher du lest...

Entre autres mesures, il a décidé un virage spectaculaire dans le secteur de la « jeunesse ». L'organe yéyé « Nous les garçons et les filles » disparaît. « L'avant-garde » ressort. Et le démagogue René Piquet flatte les jeunes en abusant du terme « **révolutionnaire** » auquel depuis longtemps son Parti a enlevé toute signification concrète.

Les contradictions entre révisionnistes inconditionnels de la politique social-impérialiste de l'U.R.S.S. et ultra-révisionnistes du style Dubcek s'aggravent irrésistiblement. Mais les uns comme les autres étant avant tout des opportunistes, les premiers déploient toutes sortes d'artifices pour parvenir à un compromis qui leur permettrait temporairement de ne pas exclure les seconds ayant à leur tête Garaudy et Aragon.

Des phénomènes analogues se poursuivent au sein même de la bourgeoisie au pouvoir.

Les ministres eux-mêmes ne dissimulent plus leurs antagonismes. Chalandon, chef de file de la fraction fascisante, s'en prend publiquement à ses collègues jugés trop libéraux ou, ce qui n'est pas contradictoire, trop conservateurs. Gis-

card d'Estaing est sur la sellette et Guichard est ouvertement mis en cause par les C.D.R.

Tout éclate partout.

Mais que demain descendent dans la rue, au coude à coude, les ouvriers français et immigrés, ceux qui peinent et souffrent le plus parmi l'ensemble des travailleurs victimes du capitalisme, que se joignent à eux, dans l'action **tous ensemble et en même temps**, les paysans travailleurs, les petits commerçants et artisans, les étudiants, enseignants et autres intellectuels, alors seront réunis rapidement les moyens les plus efficaces pour chasser tous ces politiciens, tous ces serviteurs de l'Etat capitaliste monopoliste accrochés à leurs privilèges, à leurs intérêts, à leurs habitudes, à leurs fonctions, mais condamnés par l'histoire.

Un tel mouvement est possible mais ne s'improvise pas.

Il ne peut être efficace et sérieux que s'il est préparé et organisé de longue date.

Aussi les marxistes-léninistes ont-ils à jouer un rôle décisif pour rassembler notre peuple, pour promouvoir son instrument de combat, le Front Uni antimonopoliste. Mais il leur faut avant tout surmonter les querelles néfastes apparues dans leurs rangs, en opposant fermement la ligne et l'idéologie prolétariennes aux pratiques scissionnistes venues de la petite-bourgeoisie. Il leur faut combattre à la fois le sectarisme et l'opportunisme, ces deux graves défauts au service objectif de l'ennemi, puisqu'ils freinent considérablement le développement, et donc le rôle historique, de l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne. Il leur faut apprendre à marcher de l'avant. Il leur faut se guérir de la maladie infantile du gauchisme. Il leur faut mieux connaître et mieux comprendre les conditions de vie des masses laborieuses, mieux situer leur propre activité là où elle peut les lier, les souder solidement avec elles ; les marxistes-léninistes qui croient entraîner les masses en se plaçant dix pas en avant de leur mouvement

objectif s'illusionnent gravement et n'entraînent rien du tout. Les marxistes-léninistes qui croient se lier aux masses en attendant, derrière elles, qu'elles se mettent en mouvement, se trompent tout aussi dangereusement et s'isolent.

Les uns comme les autres risquent de dégénérer et de perdre toute qualité effective de marxistes-léninistes, risquent de n'être que des bavards qui vantent la pensée de Mao Tsé-toung mais ne savent l'assimiler et l'appliquer aux conditions spécifiques de notre pays et de notre histoire.

Pour entraîner les masses, il faut être dans leur sein, « **comme un poisson dans l'eau** », les écouter, les aimer, les connaître, les comprendre, savoir discerner et attaquer avant tout, avec résolution, leur ennemi principal, le capitalisme monopoliste d'Etat, le pouvoir d'Etat et la politique qui le représentent, savoir aussi par des explications persuasives et non par les injures, les aider patiemment à démasquer le rôle mystificateur des dirigeants révisionnistes, savoir distinguer les militants trompés de ceux qui les trompent.

Demain de grandes vagues révolutionnaires vont se lever à nouveau. La responsabilité historique des marxistes-léninistes est engagée. De leur capacité à prendre la direction des masses, qu'ils sont encore loin d'assumer, en sachant se placer à leur tête sans être trop en avant, en sachant ne pas rester derrière elles, dépendent l'avenir et l'issue des combats qui vont s'engager.

Militants révolutionnaires, faites effort pour vous unir, dans l'action et la discipline, c'est la condition première pour que vous consolidiez l'avant-garde prolétarienne, et pour le rassemblement sous sa direction d'un large Front Uni antimonopoliste indispensable pour aller de l'avant, pour abolir la honteuse dictature exploiteuse du capitalisme, pour instaurer une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.

Abonnez-VOUS...

Nom
Prénom
Adresse

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an
abonnement de soutien :
40 pour 6 mois
80 par an
abonnement pour
l'étranger (par avion) :
120 F par an

Notre Camarade Marius BORGET n'est plus

Notre vieux camarade Marius Borget de Déols (Châteauroux), l'un des membres fondateurs du M.C.F. congrès de Lancry est décédé après une courte maladie, entouré des siens, de sa famille, de ses camarades, dans sa petite ville de Déols où il a vécu, travaillé et milité toute sa vie.

Militant communiste depuis sa jeunesse, il fut après le congrès de Tours de 1920, l'un des militants les plus actifs de sa région. Secrétaire de syndicat du bâtiment C.G.T.U. puis C.G.T., candidat ouvrier de la S.F.I.C. aux législatives de cette époque d'entre les deux guerres, il fut un ardent propagandiste des idées marxistes-léninistes. Au cours de sa longue vie militante il connut la répression, l'arrestation, l'internement, notamment sous l'occupation. Depuis plusieurs années il avait rompu avec le P.« C. »F., glissé au révisionnisme et avait rejoint les premiers cercles marxistes-léninistes naissants. Rapidement il devint un diffuseur inlassable de l'« Humanité

Nouvelle », du Petit Livre Rouge, du président Mao, puis après la dissolution du P.C.M.L.F. (1) par le pouvoir bourgeois, il diffusa l'« Humanité-Rouge » et de nombreux textes M.L. Il ne cessa ses tournées de propagande au service de la classe ouvrière et des idées M.L. qu'un mois avant sa mort.

Ancien combattant, ancien résistant, ancien interné politique, les trois associations : F.N.D.I.R.P., A.N.A.C.R., A.R.A.C., avaient envoyé aux obsèques de notre camarade leurs délégations, gerbes et drapeaux. Une foule de plusieurs centaines de personnes se pressait le mercredi 15 octobre de la maison mortuaire au cimetière de Déols, au milieu d'un grand nombre de gerbes et de bouquets rouges, une couronne portait sur son large ruban rouge : « A notre camarade le P.C.M.L.F. » (1), ses camarades avaient voulu montrer par là l'attachement de ce vieux lutteur au Parti dissous.

Devant la tombe, au cimetière de Déols, notre camarade Raymond

Casas adressa un dernier hommage à notre camarade, s'adressant aux ouvriers, aux paysans, aux jeunes intellectuels venus des villes voisines où Marius était connu et respecté, il dit entre autre « Marius Borget a consacré toute sa vie au service du peuple, de ses frères de classe. Cet homme est resté jusqu'au bout résolument optimiste dans l'avenir socialiste de la société, il est resté fidèle jusqu'au bout à l'idéal de sa jeunesse. La mort de certains ne pèse guère plus qu'une plume, celle de Marius a pour nous le poids d'une montagne. Etre fidèle à sa mémoire signifie continuer sa lutte, transformer notre peine en forces nouvelles. Nous jurons de continuer son combat ».

Le comité de rédaction de l'« H.-R. » présente à la famille de Marius Borget ses fraternelles condoléances.

(1) P.C.M.L.F. : Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, dissous arbitrairement le 12 juin 1968.

UNITÉ A LA BASE

**LYON, CHEZ RICHARD CONTINENTAL :
UN TRACT DU COMITÉ DE BASE APPELLE A LA
LUTTE CONTRE LA LIQUIDATION DE L'ENTREPRISE**

Travailleurs,
Cela fait trop longtemps que l'on nous mène en bateau !

Déjà, l'année dernière, nous avons fait la triste expérience de tous les bobards, faux bruits et promesses hypocrites de la direction.

Maintenant, on nous ressort le miroir aux alouettes de la reconversion. On nous en met plein la vue avec des chiffres, des organigrammes, tout cela pour faire « sérieux », « réfléchi », « étudié ». On va même jusqu'à prévoir le nombre exact de travailleurs (1133, pas un de plus, pas un de moins !) nécessaires à la reconversion..., alors qu'on ne sait toujours pas en quoi elle va consister (et pour cause !).

Tout cela, camarades, c'est des paroles creuses pour nous endormir, des beaux discours qui n'engagent à rien. Mais où sont les actes ?

— Où sont les machines et les chaînes Renault que l'on nous avait promis pour juillet, puis août et dont nous n'avons pas encore vu la couleur ?

— Où sont les crédits qui paraît-il devaient être débloqués ?

— Où est le fameux plan de fabrication dont on nous parle depuis belle lurette et qui est sans doute encore dans l'imagination de M. Noël ?

N'est-ce pas que la comédie a assez duré ?

Pendant qu'on amuse la galerie et qu'on fait patienter les travailleurs de réunion du C.E. en réunion du C.E., la direction liquide le personnel à une allure accélérée, notamment en supprimant les indemnités pour départs « volontaires » à la fin octobre, afin que ceux qui hésitent encore partent rapidement..., même s'ils n'ont pas trouvé du travail ailleurs.

LA VERITABLE RECONVERSION PREVUE PAR LA REGIE, C'EST LA PORTE A PUIS OU MOINS LONG TERME.

Ce n'est pas quand nous serons obligés d'aller tirer les sonnettes pour trouver du travail en nous pliant à toutes les exigences des patrons qu'il faudra se dire : « Ah ! Si nous avions réagi à temps ».

Oui, du travail il y en a : à Paris-Rhône, à Brandt, à la C.T.A., à Berl. Du travail d'O.S. le plus souvent, avec des conditions d'exploitation féroces. Si, partout, les patrons essaient de déqualifier et d'avoir une main-d'œuvre bon marché, ce n'est pas pour embaucher à plein tube des professionnels.

Certes, il y a des petites annonces dans le Progrès, y compris pour les P1, P2, P3. Mais quel travail ? Pour combien de « demandeurs d'emploi », c'est-à-dire de chômeurs ? Avec quel salaire ? Avec quelles cadences ?

Faites une enquête autour de vous, auprès des camarades qui ont déjà fait les bureaux d'embauche ou qui ont trouvé du boulot ailleurs et vous vous apercevrez vite de la vérité.

LA VERITE est ce pour un professionnel qui avait de l'ancienneté chez Richard, la diminution de ressources est souvent de l'ordre de 200 F.

LA VERITE est ce pour avoir le même salaire que celui qu'ils touchaient ici, certains ouvriers sont maintenant obligés de faire 50 et même 55 heures. Sans parler des cadences encore plus rapides que chez Richard.

LA VERITE est qu'il sera très difficile pour les ouvriers âgés de se recaser, même avec un salaire et une qualification inférieurs.

LA VERITE est que, même pour ceux qui ont trouvé un emploi « acceptable » dans une petite boîte, ils seront très rapidement confrontés aux mêmes problèmes : avec les nouvelles mesures d'austérité il faut s'attendre à une augmentation du chômage, dont les premières victimes seront les ouvriers des petites entreprises.

Alors, camarades, que faut-il faire ? Faut-il attendre tranquillement encore un

mois, puis deux, puis trois, etc., et voir notre effectif diminuer régulièrement jusqu'à ce que la direction envoie un « grand coup de balai » ?

Non, camarades, c'est maintenant qu'il faut agir alors qu'il est encore temps, alors que la masse des ouvriers est encore dans l'entreprise.

Chaque jour qui passe renforce les positions de la direction, et diminue nos possibilités de riposte. Plus nous attendons, plus la direction marque des points.

Le maintien de l'usine, le maintien de l'emploi, ne viendront ni des promesses de la direction qui ne sont que du vent, ni de l'intervention de tel ou tel ministre, personnages qui ne sont que des larbins de la haute bourgeoisie, ni des parlottes et des discussions qui n'aboutissent jamais à rien. **SEULE L'ACTION UNIE DE TOUS LES TRAVAILLEURS, LA LUTTE ENERGIQUE DES OUVRIERS DE RICHARD PEUVENT FAIRE RECULER LA REGIE RENAULT.**

Quelle est l'attitude des syndicats dans cette affaire ? Comme d'habitude, ils se sont bornés à faire le compte rendu des ragots de la direction. Et, à la fin du mois, ils iront à la réunion du C.E. pour nous faire part des dernières élucubrations patronales. Entre temps, ils enverront une ou deux lettres aux ministres « intéressés » pour les « informer » de la situation. C'est sans doute ce qu'ils appellent faire quelque chose !

Quant aux formes d'actions envisagées, aux luttes à engager dès maintenant pour imposer un programme de fabrication précis et immédiat, assurant l'emploi et la qualification de tous les travailleurs, ils sont muets.

Quant à nous, nous disons :

1. La régie Renault a largement les moyens de maintenir l'usine en activité. Dernièrement, on a appris que ses investissements s'élevaient à la bagatelle de 100 milliards (A.F.). Mais au lieu de moderniser les entreprises en France, elle préfère construire des nouvelles usines en Turquie, en Yougoslavie et en Colombie, là où la main-d'œuvre est bon marché et le profit particulièrement gras et abondant.

2. L'action est possible et le trust Renault n'est pas tout puissant. La dernière tentative de licenciement, qui s'est soldée par un échec grâce à la riposte vigoureuse des travailleurs, montre bien que la direction, comme nous l'avons dit, redoute toute agitation et a peur de l'action des travailleurs. La direction a testé jusqu'où elle pouvait aller dans la voie des licenciements disciplinaires, en commençant par les ouvriers les plus « gênants » : elle s'y est cassé les dents. Tirons-en les leçons : lorsque les ouvriers sont mobilisés et UNIS DANS L'ACTION les exploités sont obligés de reculer.

Aujourd'hui, chacun doit être conscient que nous n'avons rien à perdre, mais tout à gagner par l'action, en nous battant jusqu'au bout pour défendre notre droit au travail, en utilisant toutes les armes à notre disposition, Y COMPRIS LA GREVE ILLIMITEE.

Pour cela, tous ceux qui veulent mener une lutte véritable et concrète contre la liquidation de l'entreprise, contre les licenciements (déguisés ou pas) et contre l'exploitation capitaliste doivent se regrouper, quelle que soit leur appartenance syndicale, au sein du comité de base qui a montré, depuis l'année dernière, qu'il avait une attitude juste, ferme et intransigeante vis-à-vis du patronat.

— EXIGEONS UN PROGRAMME DE FABRICATION PRECIS, IMMEDIAT ET POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

— DEFENDONS ENERGIQUEMENT NOTRE DROIT AU TRAVAIL !

— A BAS LE DEFAITISME ET LA RESIGNATION !

— REJOIGNEZ LE COMITE DE BASE !
Comité de base Richard-Continental,

le 7 octobre 1969.

**PARIS 12^e ARROND., AU MINISTÈRE DES ANCIENS
COMBATTANTS : A BAS L'EXAMEN-CONCOURS
BIDON D'ADJOINT ADMINISTRATIF !**

Le 3 octobre 1969, doit avoir lieu au ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre un examen-concours de transformation d'emplois d'agents de bureau en emplois d'adjoints administratifs.

Sur les 400 agents de bureau de ce ministère qui remplissent les conditions et qui sont en majorité proches de la retraite, on offre 100 postes de promotion dont seulement 3 au choix et 67 par voie « d'examen ».

L'administration n'a demandé aucune compétence particulière aux agents qu'elle s'est vue dans l'obligation de recruter en 1946.

En 1951, elle a été contrainte de favoriser une petite partie de ces employés.

Mais jusqu'en 1968, soit en 17 ans, RIEN !

Que fait l'administration ?

Elle divise pour régner. Elle favorise une toute petite minorité, toujours les mêmes, qu'elle fait passer au choix, sans le moindre effort.

Elle impose, par contre, un examen-concours aux autres, c'est-à-dire, à la grande majorité, sans même leur offrir le secours d'une préparation correcte, sérieuse et ouverte à tous, alors qu'il y a peu, des salles de cours très modernes et coûteuses ont été inaugurées à grand bruit ! C'est un comble !

Que font les syndicats ?

Au lieu d'exiger une amélioration de carrière pour tous, ils ont accepté la combine de division de l'administration qui n'était disposée à accorder ses faveurs qu'à 100 agents de bureau.

Ils ont accepté encore plus facilement qu'il y en ait un tiers de promu au choix et le reste par voie « d'examen », sans aucune garantie.

Et, pour comble, ils n'élèvent aucune protestation contre l'absence de toute préparation et vont même jusqu'à en organiser une, chacun de leur côté, pour leurs seuls candidats, dans le plus grand secret, et à l'insu même des autres membres syndiqués.

Quant aux non-syndiqués qui sont assez nombreux, qu'ils se débrouillent !

DENONÇONS LA COLLUSION DE L'ADMINISTRATION ET DES SYNDICATS !

Que font les agents de bureaux ?

Ils ont à lutter contre les pressions inqualifiables des chefs de service.

Ils ont à lutter contre les pressions des syndicats qui ont intérêt à ce que tout le monde se présente, ce qui justifierait leur politique de collaboration et de trahison.

Et malgré tout cela, nombreux sont ceux qui ont déjà refusé spontanément, de se présenter. Nous leur adressons notre salut fraternel.

D'autres se présenteront, mais sans conviction, uniquement parce qu'ils y ont été moralement contraints.

Enfin, ceux qui croient encore à la loyauté de « l'examen », s'entraident, travaillent ensemble, se passent les cours « secrets » des syndicats, mais ont du mal à s'y retrouver, alors surtout qu'ils sont pressés par le temps.

C'est pourquoi le mécontentement gronde et va chaque jour croissant.

AGENTS DE BUREAU, SYNDIQUES OU NON-SYNDIQUES, UNISSEZ-VOUS !

— Dénoncez la collusion de l'administration et des syndicats faite pour ne profiter qu'à une toute petite minorité de privilégiés.

— Ne vous laissez pas lanterner par l'administration et les syndicats, qui laissent délibérément trainer le règlement du problème des catégories C et D.

— Rejetez vos illusions sur les examens et les concours professionnels.

— Exigez une amélioration collective et égale pour tous de votre carrière.

A BAS LE FAVORITISME INDIVIDUEL !

— Que les plus déterminés se joignent à nous pour constituer un « comité de base » de lutte de classe qui soit vraiment au service de tous, syndiqués ou non-syndiqués et dans lequel règne la plus grande démocratie prolétarienne afin que chacun puisse utilement contribuer à l'élaboration de notre programme et de nos moyens de revendications.

ORGANISONS LA LUTTE, ET TOUS ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS !

Circle Humanité Rouge
du XII^e-Bercy.

NON AUX MENACES DU GOUVERNEMENT SUR LES MAISONS DE JEUNES !

En mai-juin 1968, les masses populaires, ouvriers et étudiants en tête, ont fait la preuve qu'ils pouvaient ébranler le pouvoir des capitalistes. Les difficultés qui en ont résulté pour lui, le gouvernement essaie de les faire payer à l'ensemble des masses populaires :

— Dans les usines, les cadences augmentent ;

— Les petits commerçants et artisans se voient menacés par des impôts toujours plus lourds ;

— La hausse des prix (8 % de mai 1968 à mai 1969) s'accroît encore après la dévaluation, alors que les salaires n'ont pas augmenté depuis mai 1968 ;

— Par la réduction du crédit, ce sont les masses les plus défavorisées qui sont touchées dans leur pouvoir d'achat ;

— Les travailleurs immigrés voient la somme qu'ils envoient à leur famille amputée de 12,50 F sur 100 F, depuis la dévaluation ;

— Dans les H.L.M., les charges et les impôts locaux augmentent ;

Pour tenter d'imposer sa politique d'austérité, le gouvernement, aidé de sa police, frappe tous ceux qui lèvent la tête.

Aux jeunes, pour lesquels la lutte de mai-juin 1968 avait soulevé un grand espoir, et qui étaient aux premiers rangs du combat, le gouvernement veut aussi imposer ses conditions :

— Quand ils parviennent — rarement — à entrer dans un établissement technique (C.E.T., etc.) à la sortie, ils ne trouvent d'autres emplois que celui de manutentionnaires ou manœuvres, sinon

le chômage, si encore un patron veut bien « consentir » à donner un emploi au jeune qui n'a pas fait son service militaire. Les patrons disent qu'ils ne sont pas rentables et ils les prennent au plus bas prix, notamment avec les abattements de salaires au-dessous de 18 ans. Quant aux apprentis, les patrons les utilisent pour les plus durs travaux et gratifient ou presque.

— Quand ils sortent de leur travail — épuisés — ce n'est pas dans les appartements surpeuplés des H.L.M. qu'ils peuvent se réunir. Seule la rue s'offre à eux, et là, ils sont soumis aux provocations et aux vexations policières.

— En ce qui concerne les quelques maisons de jeunes de Lyon, l'Etat veut en prendre le contrôle. Pourquoi ?

Parce qu'elles ont été des lieux de discussions et de réunions (en mai 1968 particulièrement) pour les jeunes et souvent pour toute la population. Déjà les centres sociaux qui permettent d'améliorer les conditions de vie des masses populaires ont vu leur existence menacée.

Dans une certaine mesure, l'organisation que s'étaient donnés les directeurs de maisons de jeunes (la Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture) assurait l'indépendance de ces maisons par rapport au gouvernement. Cela, il ne peut plus le supporter ! Ce qu'il veut, ce sont des directeurs à sa botte dans le but de bannir toute discussion qui pourrait faire prendre goût à la contestation.

(Suite page 5).

ET DANS L'ACTION !

(Suite de la page 4)

Pour lutter contre la main-mise du gouvernement sur les maisons de jeunes, ce ne sont pas les prises de position de tel ou tel représentant de parti ni les ententes au sommet des partis politiques, ni l'appel aux députés U.D.R. de la région qui seront décisives, mais c'est la mobilisation de toute la population du quartier qui assurera la victoire !

NON AUX DIRECTEURS DE MAISONS DE JEUNES IMPOSES PAR LE GOUVERNEMENT !

SOUTENONS LA F.F.M.J.C. QUI LUTTE POUR L'INDEPENDANCE DES MAISONS DE JEUNES !

NON A LA REPRESSION QUI S'EXERCE CONTRE TOUTE LA POPULATION ET LA JEUNESSE EN PARTICULIER !

Comité Front-Uni Ouvriers-Etudiants.
Lyon-8.

BEZONS, AU JOINT FRANÇAIS :

LE COMITÉ DE BASE ENTAME LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION PATRONALE

Camarades,
Alors que dans la boîte le climat est à l'offensive, nous venons de sortir le premier journal du comité de base. Il semble avoir été bien accueilli par les travailleurs. Ce comité de base rassemble plusieurs camarades, sur des bases assez larges pour créer les conditions pour la création du futur syndicat révolutionnaire, le premier journal répond principalement à un objectif : se lier aux masses, ce qui explique qu'il n'y ait pas d'article de fond important, et que les attaques contre le révisionnisme soient très atténuées. En effet, le niveau de conscience des travailleurs est très faible (50% de travailleurs immigrés, 50% de femmes) et nous devons procéder par étapes, si nous ne voulons pas nous couper des masses.

Je vous enverrai très prochainement un article sur la constitution du comité de base et le bilan de ses premières activités.

Salut communiste.

Une correspondante H. R.
du Joint français.

A travail égal, salaire égal

Pourquoi paye-t-on moins les femmes que les hommes, les jeunes n'ayant pas 18 ans, lorsqu'ils font pourtant le même travail ? ont le même rendement ?

Pourquoi, pour le même travail touche-t-on dans un même atelier des salaires tellement différents ?

L'argument du patron pour répondre aux deux premières questions, c'est que le salaire de la femme est un salaire d'appoint ; que les jeunes produisent moins car ils ne connaissent pas le métier. Mais, lorsque la femme n'a que son salaire pour vivre ? Et qu'il n'y a pas besoin de qualification comme dans la plupart des ateliers du Joint Français ?

CES ARGUMENTS NE TIENNENT PLUS !

En fait, c'est un prétexte pour le patron de rogner encore un peu plus sur nos salaires, et de faire sur notre dos encore un peu plus de profit ; pour eux, il n'y a pas de petit profit !

Quant à la troisième question, c'est un moyen pour diviser les travailleurs entre eux, à cela le patron n'a aucun argument ; dans chaque atelier combien de scandales à dénouer, quelle anarchie. A l'entretien on trouve des ouvriers qualifiés moins payés que d'autres ayant une qualification inférieure ; des travailleurs ayant la même qualification avec un salaire pourtant différent ; les aides régleurs qui font le même travail que les régleurs ayant un C.A.P. comme eux sont pourtant moins payés. De jeunes ouvrières étrangères n'ont pas été augmentées depuis leur arrivée au Joint, le patron profitant du fait qu'elles n'osent pas demander une augmentation ; certaines sont payées à un taux inférieur à la grille des salaires.

Dans un atelier, trois ouvrières sur trois machines identiques ont un salaire différent ; et au triage, au contrôle, personne n'est payé pareil !

Exigeons un salaire identique pour tous ceux qui font le même travail : hommes, femmes, jeunes, vieux travailleurs, travailleurs immigrés.

Lutte à l'usine

Les travailleurs de l'entretien se sont mis en grève le lundi 29 septembre de 9 heures à 11 heures. Ils en avaient assez des grandes différences de salaire pour un même travail, certains n'avaient pas été augmentés depuis 18 mois.

Depuis, d'autres ateliers ont suivi. Dans notre atelier, au découpage, les travailleurs à la base ont pris leurs affaires en mains et ont posé ensemble leurs revendications :

— 30 centimes pour tout le monde à l'heure (nous avons pensé que c'était mieux qu'un pourcentage car avec ce système, ce sont toujours les mêmes qui sont défavorisés).

— Nous avons exigé : à travail égal, salaire égal. On s'est même aperçu d'un fait scandaleux : même la grille des salaires n'est pas respectée.

— Pour les équipes, travailler un samedi sur deux

Nous sommes montés tous ensemble chez Colin, surpris de voir notre résolution et notre nombre.

On nous a promis une réponse à 3 heures. Après la réponse négative, nous avons débrayé de 1 h 30 à 3 h 30.

Evidemment, c'est loin d'être suffisant et il faut être naïfs (?) comme les délégués pour croire que ça suffit...

Discutons partout comment prendre nos affaires en mains !

Diviser pour régner

Depuis longtemps déjà, nous savions que l'atelier D2 allait être transféré à Saint-Brieux. C'est la nouvelle politique de la direction d'éliminer Bezons petit à petit au profit de Saint-Brieux.

Car, là-bas, la main-d'œuvre est plus facile à trouver, donc plus facile à exploiter, et les salaires sont incroyablement bas ; sans oublier les dégrèvements fiscaux que lui accorde l'Etat pour décentralisation. Bref, une mine d'or sur le dos des travailleurs bien sûr.

A la rentrée de septembre, on s'aperçoit vite que comme pour le reste on avait profité des vacances pour tout « réorganiser ».

Certaines ébarbeuses et contrôleuses ont été averties qu'elles allaient changer de service ; mais bien sûr aucune d'elles n'a été renseignée à l'avance sur son prochain poste.

POURQUOI ?

1. Les ouvrières se trouvent du jour au lendemain dans un nouveau service, à un poste moins bon que le précédent, mais seules, il leur est impossible d'avoir une action efficace et de changer de poste. Ainsi la direction arrivera à son but, c'est-à-dire que les ouvrières partiront « d'elles-mêmes ».

2. A D2 tout le monde attend ; chacun se demande que va être le lendemain, l'atmosphère est pesante, les chefs fuient quand on leur demande des explications, les ouvrières ne réagissent pas de manière unanime.

Ce n'est pas tout : certains chefs, alors que la distribution des ouvrières n'était pas encore faite, se postaient devant l'atelier, les poings sur les hanches et observaient, chaque ouvrière était jugée, pesée, comparée : « prendrai-je celle-là, ou bien celle-ci... celle-là je n'en veux pas, c'est une tête de turc (une gréviste acharnée)... celle-là, elle a trop de... celle-ci pas assez de... »

Ce n'était plus un atelier, c'était un parc à bétail. Oui, camarades, on nous prend pour du bétail. Allons-nous nous laisser faire ? Non, résistons !

Tous unis à la base !
Ripostons à l'exploitation sous toutes ses formes !

(Extrait de « Tous unis, Français ou immigrés », journal du comité de base du Joint Français/Sineps-Bezons (n° 1, 3 octobre 1969).

MONTROUGE, COMPAGNIE DES COMPTEURS : UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION

Après la commission paritaire, les ouvriers les plus conscients étaient mobilisés sur les revendications suivantes, principalement :

- les 40 heures,
- l'augmentation non hiérarchisée des salaires.

Mais il est apparu que la C.G.T., abandonnant les intérêts des travailleurs, a tenté de diviser le mouvement secteur par secteur, alors que les revendications étaient les mêmes pour tous.

Comme la majorité des travailleurs s'était prononcée pour la grève générale, il aurait été normal que la C.G.T., qui se gargarise du mot « démocratique », appuie au moins le mouvement. Déjà avant la grève, la C.G.T. avait abandonné les revendications des travailleurs et demandé :

— le respect de la hiérarchie en matière de salaires (ce qui divise les travailleurs),

— le retour progressif aux 40 heures, principe qui était déjà admis en juin 68 à Grenelle !

Cette nouvelle trahison de la C.G.T. ne fait que rentrer dans la ligne de collaboration de classe suivie par la direction de ce syndicat depuis des années déjà.

L'exemple récent du secteur nationalisé en est une nouvelle preuve. La direction de la C.G.T. a évité soigneusement la fusion dans la lutte des roulants de la S.N.C.F. avec les travailleurs du réseau exploitation et la fusion de la lutte de la S.N.C.F. ou la R.A.T.P. avec celle de tout le secteur nationalisé.

C'est pourquoi face à ces manœuvres perpétuelles, la solution n'est pas de « forcer la direction de la C.G.T. à diriger la lutte », comme le croient certains. Il est illusoire de penser qu'on va changer ainsi la nature de cette direction en lui faisant faire ce qu'elle ne veut pas : la lutte classe contre classe.

Déjà sont apparus à la C.d.C. de nombreux ouvriers combattifs. Ceux-ci peuvent bien prendre en mains leurs intérêts de classe contre les patrons en s'unissant à la base et dans l'action, puisque l'unité au sommet n'entraîne bien souvent que divisions et dégénérescence des luttes. C'est ce qui se passe un peu partout et les travailleurs en profitent pour créer leurs propres organisations de lutte : les comités d'unité à la base, comités de base, conseils ouvriers, etc. Ceux-ci regroupent syndiqués et non-syndiqués, bref tous ceux qui désirent réellement lutter pour leurs revendications et pour en finir définitivement avec l'exploitation de l'homme par l'homme, source de tous nos maux.

Les directions syndicales actuelles ne représentent plus les intérêts des travailleurs.

Travailleurs, construisons nous-mêmes nos propres organisations de luttes.

Vive les comités de base !
Vive l'unité à la base des travailleurs syndiqués et non syndiqués, français ou immigrés !

Comité d'action populaire
de Montrouge.
6 octobre.

ROUEN, CHEZ ROCLAINÉ :

UN TRACT DES OUVRIERS RÉVOLUTIONNAIRES

Mardi soir, un débrayage a été lancé par les ouvriers pour riposter contre les tentatives de la direction d'imposer les quatre quarts. Les dirigeants de la C.G.T. ont brisé le mouvement et le lendemain ils publiaient un tract dénonçant nommément un camarade. Le rôle de flicage de la direction en sera simplifié.

Travailleurs, cette grève était la vôtre, lancée et organisée par l'ouvrier, qui en avait assez d'attendre les consignes des bureaucrates syndicaux. Elle avait pour but de manifester notre refus des quatre quarts qui changeaient le train de vie de chacun aussi bien à l'intérieur de l'usine qu'à l'extérieur. Quant au changement de paye avec ces quatre quarts, il n'y en a pas.

Cette grève n'a pas été un moyen de division pour nous révolutionnaires, au contraire, l'ensemble des trois quarts a été consulté, et la majorité d'entre nous était d'accord pour suivre ce débrayage dans tous les postes. La C.G.T. parle de division, c'est elle qui l'a créée mardi soir en obligeant les gars qui voulaient débrayer à rentrer ; avec des arguments d'anti-grévistes.

Les dirigeants syndicaux en apprenant que les ouvriers débrayaient le soir, se trouvant en nombre inférieur et ne pouvant faire face à la situation qui les débordait, ont fait appel à certains inconnus de l'U.D.-C.G.T. de Rouen, et ceci sans consultation ouvrière. Et ce groupuscule qui se dit défenseur de la classe ouvrière, avec des délégués fantômes, a sapé cette grève organisée par l'ouvrier.

Alors ces délégués élus par nous dans l'usine, n'ont même pas tenu compte de l'opinion des ouvriers qui avaient organisé ce mouvement. Jugez vous mêmes qui sont les diviseurs...

La C.G.T. nous a dit le lendemain qu'elle nous a obtenu, grâce à ses efforts, des augmentations de salaires, elle oublie seulement que partout les patrons ont accordé des augmentations plus ou moins variables pour calmer la colère des ouvriers, et qu'ensuite la vie a augmenté de plus de 10%, quant à la diminution du temps de travail, c'est une fumisterie, car le même travail doit être fait en moins de temps, ce qui se transforme en accélération de cadences.

Amélioration des conditions de travail, parlons-en : incendie asphalage du tour 3 ; fuites d'huile un peu partout, machines détraquées et usées ; « accident » du 8/10 hier matin sur l'enrouleuse du tour 1 ; les poussières toujours présentes. Le froid, la chaleur, l'eau et c'est cela que les dirigeants syndicaux appellent « amélioration des conditions de travail ». Pour qui nous prend-on ?

En fait ce qui ne plaît pas à la C.G.T., c'est que les ouvriers soient capables de se passer d'elle ; ce syndicat fait croire que ce sont quelques éléments « gauchistes » qui ont semé la pagaille, alors qu'en fait, elle sait très bien que ce débrayage était l'œuvre de la très grande majorité.

Si les quatre quarts passent, adressons-nous à la C.G.T. qui a rendu un fier service au patron !

Groupe d'ouvriers révolutionnaires.

Chez SICO, Le Mans — La base décide de la lutte à mener

Depuis le vendredi 3 octobre, les travailleurs ont décidé de diminuer les cadences pour leurs revendications :

- augmentation des salaires (75%) ;
- 46 heures payées 47 heures ;
- diminution des cadences, surtout pour les ouvrières. Les travailleurs fixent eux-mêmes les cadences qu'ils jugent possible par exemple, un ouvrier est passé de 12 000 pièces à 4 000, quand le travail n'est pas terminé le contremaître est obligé de se prendre par la main, de mettre la main à la pâte en nettoyant les machines.

Les travailleurs ont également décidé des débrayages quotidiens, actuellement deux débrayages ont lieu chaque jour.

Tout en menant la lutte à l'entreprise, les ouvriers ont également décidé de populariser, eux-mêmes, leurs actions sur les marchés le dimanche, afin de ne pas rester isolés.

C'est dans l'unité que les travailleurs mènent leurs actions. Devant cette fermeté, les syndicats C.F.D.T.-F.O. ne peuvent que suivre, poussés par la base, face au patron.

Correspondant H.-R.

Document du Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine

3. Est-ce nous qui avons falsifié le marxisme-léninisme, ou bien est-ce vous qui l'avez trahi ?

Les traités relatifs à l'actuelle frontière sino-soviétique sont tous des traités inégaux que l'impérialisme tsariste russe a imposés à la Chine dans la seconde moitié du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, lorsque les peuples chinois et russe se trouvaient, l'un comme l'autre, dépourvus de tout pouvoir. Après la Grande Révolution d'Octobre, le gouvernement des soviets dirigé par Lénine a préconisé l'annulation de ces traités inégaux. Cependant, étant donné les conditions historiques de l'époque, cette politique prolétarienne de Lénine n'a pas pu être mise en œuvre. C'est là un fait objectif qui ne souffre aucune déformation.

Le gouvernement soviétique a dit que tous ces traités portaient les signatures des deux parties, et y a emprunté quantité de phrases creuses, hypocrites, s'efforçant de prouver que ce sont des traités égaux. Cela ne peut que révéler avec plus d'évidence qu'il a déjà perdu la raison lorsqu'il justifiait l'agression criminelle des vieux tsars contre la Chine. Nous voudrions vous demander : est-il au monde un traité qui ne soit pas signé par les parties contractantes ? Si un traité devait être considéré comme égal pour peu qu'il porte les signatures des parties contractantes, ou, en ce monde, pourrait-on jamais trouver un traité inégal ?

Le gouvernement soviétique a mis tant de zèle à faire le panégyrique de ces traités comme si tous les traités signés par les parties contractantes étaient sacrés et inviolables. Mais, il n'a soufflé mot du « traité sino-russe de Nipchu », ni du « traité sino-russe de Bourinski ». Ces deux traités ne sont-ils pas, eux aussi, des traités signés par les gouvernements chinois et russe ?

Le gouvernement soviétique a allégué que dans la première déclaration du gouvernement des soviets à

de 1924 stipule en termes clairs, à l'article 7 : les deux parties sont convenues de « procéder à une nouvelle délimitation de leurs frontières d'Etat... et en attendant cette délimitation, de maintenir la frontière actuelle ». S'il avait été vrai, selon le mot du gouvernement soviétique d'aujourd'hui, que les traités concernant l'actuelle frontière sino-soviétique étaient tous des traités égaux et qu'aucune question ne se posait à ce sujet, aurait-il encore été nécessaire de procéder à une nouvelle délimitation de la frontière ?

Les faits relatifs à l'agression de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine sont depuis bien longtemps inscrits dans des ouvrages immortels de Marx, Engels, de Lénine et de Staline, et personne n'arrivera à les déformer.

En octobre 1858, lorsqu'il commentait les avantages tirés par la Russie tsariste de la seconde guerre de l'opium, Engels a dit : « Outre qu'elle eut part à tous les avantages ostensibles, quels qu'ils soient, remportés par l'Angleterre et la France, la Russie s'empara de l'ensemble des régions situées le long de l'Amour dont elle avait pris possession si furtivement » (11).

En septembre 1859, Marx a fait remarquer : « La Russie exigeant la cession de l'Amour, il (note — le premier Ministre anglais Palmerston) exauça ce vœu en faisant éclater la deuxième guerre chinoise, et à présent que la Russie désire consolider son influence à Pékin, il improvise une troisième guerre chinoise » (12). Et le traité sino-russe de Pékin de 1860 fut justement imposé à la Chine par la Russie tsariste en mettant à profit cette guerre d'agression contre la Chine.

Lénine a indiqué en février 1916 : « Or, en réalité, le monde entier sait bien que le tsarisme opprime depuis déjà des dizaines d'années en Russie plus de cent millions d'habitants d'autres nationalités, que la Russie mène depuis des dizaines d'années une politique de brigandage contre la Chine, la Perse, l'Arménie, la Galicie » (13).

En avril 1924, Staline a signalé pour sa part : « ... La Russie tsariste était un foyer d'oppression de toute sorte — aussi bien capitaliste que coloniale que militaire — dans la forme la plus inhumaine et la Russie tsariste était un foyer d'oppression de toute puissance du capital s'alliant au despotisme tsariste, l'agressivité du nationalisme russe aux atrocités du tsarisme contre les peuples non russes, l'exploitation de régions entières — en Turquie, en Perse, en Chine — à l'annexion de ces régions par le tsarisme, à la guerre de conquêtes ? Lénine avait raison quand il disait que le tsarisme était un « impérialisme militaire-féodal ». Le tsarisme était un concentré des côtés les plus négatifs de l'impérialisme, élevés au carré » (1).

L'impérialisme tsariste russe a occupé une vaste superficie du territoire chinois, et les traités de frontières en vertu desquels il s'est attribué ces terres chinoises sont, cela va de soi, des traités inégaux. Nombre d'ouvrages soviétiques édités dans le temps avouaient aussi que le « traité sino-russe d'Aïgoun », le « traité sino-russe de Tientsin », le « traité sino-russe de Pékin » et le « traité sino-russe d'Il'i » étaient des traités inégaux. Par exemple, dans le dictionnaire diplomatique, édition 1961, rédigé par le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko et autres, il est signalé sans aucune équivoque que le « traité sino-russe de Pékin » est un traité inégal. Mais aujourd'hui, ce même Gromyko en est venu à qualifier une affirmation du genre d'« allégation inventée ». Voilà qui nous rappelle exactement ce que Lénine a souligné en 1915 : « A notre époque de mots oubliés, de principes perdus, de conceptions du monde renversées, de résolutions et de promesses solennelles mises au rebut, il n'y a là rien dont on puisse s'étonner » (15).

Puisque le gouvernement soviétique nous a accusés d'avoir altéré des classiques du marxisme-léninisme, nous le prions donc de publier in extenso, dans la presse soviétique, la précédente et la récente déclaration du gouvernement chinois, le présent document ainsi que les écrits de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline auxquels nous avons emprunté des citations, pour permettre au peuple soviétique et aux membres du Parti Communiste de l'Union Soviétique de juger si, en définitive, c'est nous qui avons falsifié le marxisme-léninisme ou bien c'est vous qui l'avez trahi.

4. Le gouvernement soviétique est-il vraiment disposé à prendre les traités comme base pour régler le problème de frontière sino-soviétique ?

Dans sa déclaration, le gouvernement soviétique a exprimé en termes ambigus le désir de prendre les traités comme base pour résoudre la question de frontière sino-soviétique, comme si sa position ne différait pas de celle du gouvernement chinois. Mais, les faits ont montré le contraire. Voyez les exemples suivants :

Le « protocole relatif à la frontière sino-russe dans la région de Kachkar » de 1884 stipule clairement que dans la région des pamiirs, à partir du pas d'Ouz-bel, « la frontière russe tourne vers le sud-ouest, et la frontière chinoise va droit au sud ». C'est la seule clause contenue dans un protocole, qui ait trait à la frontière sino-russe dans la région des pamiirs. Or, selon le gouvernement soviétique, ledit protocole « ne concerne nullement » l'appartenance de la région des pamiirs, mais seules les notes échangées en 1894 constituent des documents « réalisant le tracé de frontière ».

Qu'en était-il en réalité ? Voici le fait : en violation du protocole de frontière de 1884, l'impérialisme tsariste russe envoya en 1892 des forces armées dans la région des pamiirs occuper encore plus de 20 000 kilomètres carrés de territoire chinois situés à l'ouest de la chaîne

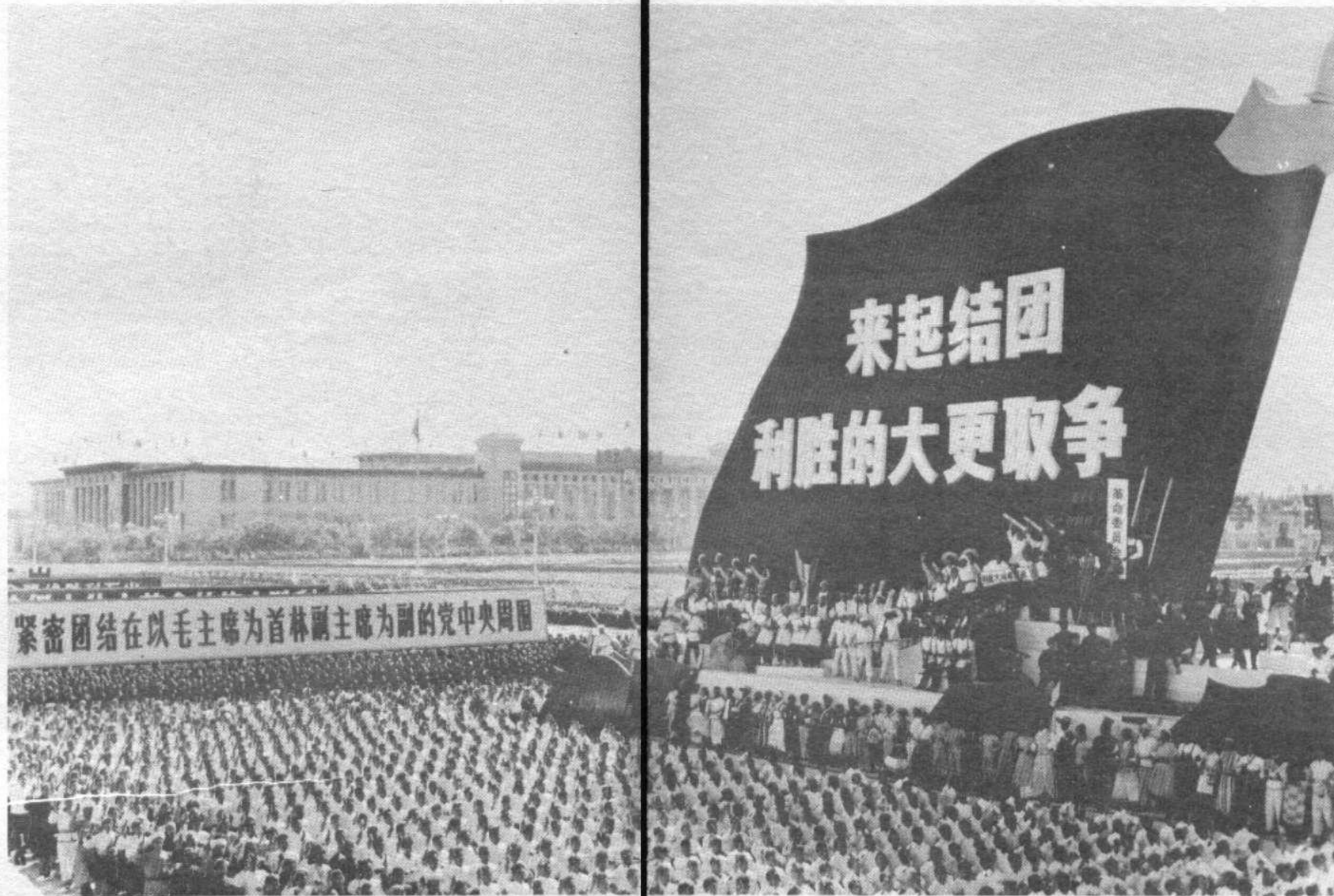
POUR AUTANT QU'IL S'AGIT DE NOS PROPRES DESIRS, NOUS NE DEMANDONS PAS A NOUS BATTRE, MEME UN SEUL JOUR. MAIS SI LES CIRCONSTANCES NOUS Y OBLIGENT, NOUS POUVONS NOUS BATTRE JUSQU'AU BOUT.

MAO TSE-TOUNG.

(Petit Livre Rouge, page 95.)

SUITE DE L'H.R N° 30

Le peuple chinois est plus que jamais uni autour du Parti Communiste Chinois, répondant ainsi au grand appel de Mao Tse-toung « Unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes ».



Ci-dessus, manifestation de masse à Pékin lors du XX^e anniversaire de la République Populaire de Chine (1^{er} octobre).

Ci-dessous, manifestations d'amis étrangers résidant en Chine pour soutenir le peuple chinois contre les provocations armées de la clique des révisionnistes russes.



En réfutation de la déclaration du gouvernement soviétique du 13 juin 1969

du Sarykol. Et les troupes des deux parties se trouvaient alors en état d'affrontement le long de cette chaîne. En avril 1894, les parties chinoise et russe échangèrent des notes. Le gouvernement chinois accepta sous contrainte la proposition du gouvernement tsariste : les deux parties gardent temporairement les positions de leurs troupes respectives, jusqu'à la solution définitive de la question des pamiirs. Cependant, il formula en même temps des réserves explicites à ce sujet, en déclarant : « En adoptant la mesure susmentionnée, il n'entend point aliéner les droits que possède la Chine sur les territoires des pamiirs qui sont situés au-delà des positions occupées actuellement par les troupes chinoises. Il croit devoir maintenir ces droits qui sont basés sur le protocole de 1884 jusqu'à une entente satisfaisante ». Sachant que la raison n'était pas de son côté, l'impérialisme tsariste russe n'osa pas insister pour que la chaîne du Sarykol serve de frontière.

L'actuel gouvernement soviétique va encore plus loin que les vieux tsars lorsqu'il cherche à imposer à la Chine, comme ligne frontière sino-soviétique, les limites de l'occupation militaire exercée aussi bien par les vieux tsars que par lui-même. Dans ce cas, comment dire qu'il est disposé à prendre le traité pertinent comme base pour délimiter le tracé de la frontière dans ce tronçon ?

Le « traité sino-russe de Pékin » de 1860 précise : dans le secteur du Heilong et du Wousouli, la frontière sino-russe suit ces fleuves. Les terres situées sur la rive gauche du Heilong et sur la rive droite du Wousouli appartiennent à la Russie, celles situées sur la rive droite du Heilong et sur la rive gauche du Wousouli à la Chine. La carte annexe du « traité sino-russe de Pékin » et le trait rouge figurant sur cette carte furent tracés unilatéralement par la Russie tsariste un an avant la signature dudit traité, et imposés ensuite à la Chine. Cette carte est à une échelle plus petite que le 1/1 000 000^e. Le trait rouge fut dessiné simplement pour indiquer que les deux fleuves servent de frontière ; il ne montre pas et ne peut pas montrer l'emplacement exact de la ligne frontière sur ces deux cours d'eau.

Quand un cours d'eau sert de limite, c'est la ligne médiane de son chenal principal qui forme la frontière. Ce principe fut reconnu non seulement par l'impérialisme tsariste russe, mais aussi, dans le temps, par le gouvernement soviétique. L'article 5 des « règlements sur la défense des frontières de l'U.R.S.S. », approuvés en août 1960 par le soviét suprême de l'Union Soviétique, stipule en termes explicites : « Sur un cours d'eau frontalier navigable, la frontière de l'U.R.S.S. suit la ligne médiane de son chenal principal ou son thalweg... ». Par ailleurs, dans la Bolchaïa sovetsskaïa encyclopedia de l'édition 1926, l'article « L'Amour » (le Heilong) porte ces mots précis : en amont de Khabarovsk (Poli), l'Amour est un cours d'eau frontière, et la frontière avec la Chine suit la ligne médiane de son chenal. Or, le gouvernement soviétique a prétendu aujourd'hui que conformément au « traité sino-russe de Pékin », la frontière des deux pays dans le secteur du Heilong et du Wousouli longe les rives chinoises de ces fleuves. C'est là une nouvelle revendication territoriale formulée en violation dudit traité, que même les vieux tsars ne se risquèrent pas de mettre en avant.

Pour nier le principe du droit international exigeant que la ligne frontière sur un cours d'eau frontalier navigable soit fixée selon la ligne médiane de son chenal principal, le gouvernement soviétique cite comme exemple le traité signé en 1858 entre le Costa Rica et le Nicaragua, affirmant qu'il y est stipulé que « la ligne frontière suit la rive droite du San-Juan » et que « la République du Nicaragua a seule le droit de possession et de juridiction souveraine sur les eaux de ce fleuve ». De plus, il n'a éprouvé aucune honte à dire que le « traité sino-russe de Pékin » est un autre exemple du genre. Il y a, bien entendu, des exceptions à tout principe universellement reconnu du Droit international. Il en est de même pour le principe selon lequel la ligne frontière sur un cours d'eau frontalier navigable doit être fixée suivant la ligne médiane de son chenal principal. Cependant, toute exception nécessite une stipulation spécifique dans un traité. Le traité de frontière de 1858 entre le Costa Rica et le Nicaragua porte justement, aux articles 2 et 6, des dispositions dans ce sens. Maintenant, nous voudrions poser une question au gouvernement soviétique : à quel paragraphe, le « traité sino-russe de Pékin » stipule-t-il que la ligne frontière sino-russe passe par les rives chinoises du Heilong et du Wousouli ? Et à quel paragraphe stipule-t-il que la Russie tsariste « a seule le droit de possession et de juridiction souveraine » sur le Heilong et le Wousouli ?

A l'exposé de ces deux exemples, on a raison de se demander si le gouvernement soviétique est vraiment disposé à prendre les traités comme base pour résoudre la question de frontière sino-soviétique.

5. La position du gouvernement chinois ne souffre aucune déformation.

La position du gouvernement chinois sur le règlement de l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique se résume comme suit :

- 1. Opérant une distinction entre le vrai et le faux dans l'histoire, confirmer les traités relatifs à l'actuelle frontière sino-soviétique comme étant des traités inégaux que l'impérialisme tsariste russe a imposés à la Chine dans la seconde moitié du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, lorsque les peuples chinois et russe se trouvaient, l'un comme l'autre, dépourvus de tout pouvoir.
- 2. Tenant compte de la réalité actuelle, prendre ces traités comme base pour résoudre l'ensemble du problè-

me de frontière sino-soviétique et déterminer l'alignement de toute la ligne frontière, par voie de négociations pacifiques. La Chine ne réclame pas la restitution de ses territoires arrachés par la Russie tsariste aux termes desdits traités.

3. Le territoire pris par une partie à l'autre partie en violation desdits traités doit être, en principe, restitué inconditionnellement à cette dernière. Néanmoins, les deux parties pourraient apporter des ajustements nécessaires dans les régions frontalières concernées en se conformant aux principes des consultations menées sur un pied d'égalité, de la compréhension mutuelle et des concessions réciproques, et en tenant compte des intérêts de la population locale.

4. Signer sur un pied d'égalité un nouveau traité entre la Chine et l'Union Soviétique en remplacement des anciens traités sino-russes, traités inégaux, procéder au relevé topographique et au jalonnement de la frontière.

5. En attendant de régler, par voie de négociations pacifiques, l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique, maintenir le statu-quo à la frontière, éviter tout conflit armé et rompre le contact entre les forces armées chinoises et soviétiques qui doivent se retirer de toutes les régions contestées à la frontière sino-soviétique, c'est-à-dire des régions où sont différents les tracés de la ligne frontière dessinés par les deux parties sur les cartes échangées lors de leurs négociations frontalières en 1964, ou s'abstenir d'entrer dans ces régions.

Quiconque s'affranchit de préjugés peut constater que cette position prise par le gouvernement chinois est juste et raisonnable, qu'elle traduit la plus grande sincérité dont



Unie au peuple, l'Armée Populaire de Chine est invincible : ci-dessus un garde frontière.

il fait preuve pour le règlement pacifique du problème de frontière sino-soviétique. Maintenant, les gouvernements chinois et soviétique vont entamer à Pékin des négociations frontalières au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères. Nous espérons que le gouvernement soviétique pourra prendre sérieusement en considération la position et les propositions du gouvernement chinois sur le règlement de l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique, afin que les négociations puissent aboutir à des résultats positifs.

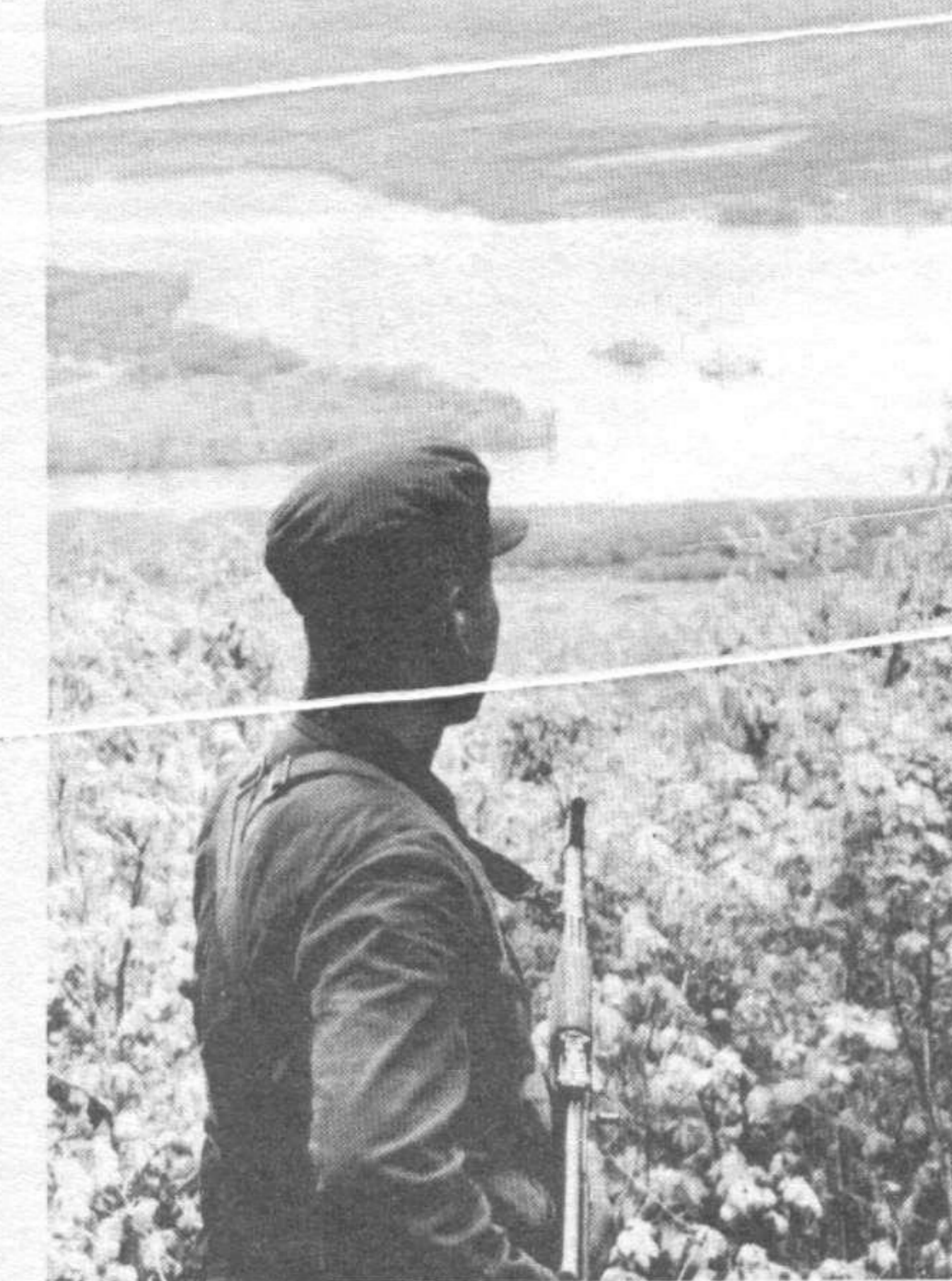
11. Engels, « Le progrès de la Russie en Extrême-Orient », œuvres complètes de Marx et d'Engels, tome 12, p. 664 de l'édition chinoise.

12. Marx, « La nouvelle guerre chinoise », œuvres complètes de Marx et d'Engels, tome 13, p. 574 de l'édition chinoise.

13. Lénine, « Discours prononcé au meeting international de Berne, le 8 février 1916 », œuvres complètes,

14. Staline, « Des principes du léninisme », œuvres complètes, tome 6, p. 67 de l'édition chinoise.

15. Lénine, « Préface à la brochure de N. Boukharine, L'économie mondiale et l'impérialisme », œuvres complètes, tome 22, p. 94 de l'édition chinoise.



Unie au peuple, l'Armée Populaire de Chine est invincible : ci-dessus un garde frontière.

l'adresse de la Chine, en date de 1919, il était déjà indiqué quels traités entre la Russie et la Chine étaient inégaux, et que sa deuxième déclaration à l'adresse de la Chine, en date de 1920, ne faisait que confirmer les principes énoncés par la première déclaration. C'est y donner une entorse dans des buts inavoués.

Ce qui est signalé dans la deuxième déclaration du gouvernement des soviets à l'adresse de la Chine, c'est bel et bien « développer » les principes de sa première déclaration, comment dire qu'il était simplement question de « confirmer » ? Il s'agissait, clair et net, d'annuler « tous les traités conclus par les anciens gouvernements russes avec la Chine » et de renoncer à tous les territoires arrachés à la Chine, comment pourrait-on exclure, de « tous les traités » à abolir, le « traité sino-russe d'Aïgoun », le « traité sino-russe de Tientsin », le « traité sino-russe de Pékin », le « traité sino-russe d'Il'i », etc., traités permettant à la Russie d'arracher à la Chine de vastes étendues de territoire, de s'arroger les privilèges de toutes sortes et d'extorquer des indemnités fabuleuses ?

L'accord sur les principes généraux pour le règlement des questions entre la Chine et l'Union Soviétique »

MARSEILLE : "TETE FRAICHE" et COMMISSION PARITAIRE...

Marseille - Etablissements Graugnard (réparation navale), lundi 29 septembre. Depuis trois semaines, comme dans toute la réparation navale à Marseille, les ouvriers sont en mouvement pour leurs revendications : ils ne font plus d'heures supplémentaires, plus de nuits, plus de quarts, plus de dimanches, plus de forfaits, plus de « fini-parti » (1).

Samedi midi, sur l'« Aramis », pétrolier de la Mobil, actuellement en réparation, des contremaîtres cherchent des ouvriers pour travailler le dimanche à aléser le tube de l'hélice (chaque jour de retard coûte un million rien que pour la location de la forme (2)), comme ça presse, le patron propose 80 heures payées pour le travail de 8 ! Heureusement, à Graugnard pas de jaunes : les quelques ouvriers pressentis refusent net et toute cette histoire aurait pu s'arrêter là.

Lundi matin, lorsque les 80 ouvriers qui travaillent sur ce bateau arrivent, ils s'aperçoivent que le travail a été fait le dimanche par deux types de la SPAT (autre entreprise de réparation navale). Explosion de colère chez les ouvriers ; ça gueule de tous les côtés : « on cherche à briser notre mouvement », « c'est encore un tour des patrons Graugnard et Terrin, ces deux là, toujours prêts à se battre pour avoir les bateaux à réparer, mais copains comme cochons sur le dos des ouvriers ». Premier réflexe : « on va aller casser la gueule aux deux « canaris » de la SPAT. Mais assez vite, les gars les plus conscients réagissent : « ça c'est de la connerie, quand des ouvriers se battent entre eux, c'est les patrons qui rigolent », « oui, ce qu'il faut, c'est que le patron ne trouve plus son intérêt à ces tours de cochons ; il a voulu gagner une journée de forme sur notre dos, il faut qu'il la perde. Si on laisse passer ça, ça crée un précédent ; chaque fois que l'on sera en mouvement, le patron ne se privera pas de recommencer ». Très vite, l'unanimité se fait : « Tiens bon » (3) pour la journée, on travaillera aussi bien demain ; un ou deux hésitants peut-être au début, mais vite ralliés.

Deux ou trois ouvriers sont quand même très ennuyés : les délégués. Devant le harcèlement de questions, ils finissent par s'expliquer : c'est aujourd'hui que les patrons de la réparation navale doivent signer le constat d'accord de la Commission Paritaire. Alors il faut faire attention, les patrons peuvent prendre prétexte d'une grève aujourd'hui pour ne pas signer ; le syndicat a déjà eu tellement de mal à leur imposer cette signature !

Imposer cette signature ! Seulement, c'est difficile à expliquer : les ouvriers comprennent mal comment on impose à des patrons une signature dont ils ne veulent pas sans lutter ; comment, c'est au contraire en ne luttant pas qu'on impose une signature ? Comme les délégués ne savent pas trop quoi répondre, ils filent voir les permanents du syndicat pour avoir mieux une « vue d'ensemble ».

Pendant ce temps-là, chez les ouvriers, l'agitation ne cesse pas pour autant. Ils sont en lutte pour empêcher que ne se crée un précédent. S'ils ne font pas grève aujourd'hui, c'est chaque fois que le patron fera travailler des jaunes le dimanche pour briser le mouvement revendicatif. Ça ne concerne donc pas seulement les ouvriers de ce bateau, mais en fait tout Graugnard (900 ouvriers), ou au moins tous ceux qui travaillent à bord (500 ouvriers). En plus, l'unité dans l'action, ce n'est pas plus mal. De toutes façons, depuis le début, les quelques ouvriers de Graugnard qui travaillaient sur le bateau d'à côté sont dans le mouvement ; pourquoi pas les autres ? De la réflexion à l'action, il n'y a qu'un pas. Bientôt des petits groupes sont organisés pour aller au moins expliquer l'affaire aux autres bateaux et leur proposer de suivre le mouvement.

Sur ce, arrive un représentant du syndicat de la réparation navale. D'un mot, il va galvaniser les ouvriers pour les renforcer dans leur lutte ? Pas tout à fait : « du calme, camarades, il faut garder la tête fraîche ». Le malheureux ! Il aurait pu au moins trouver une autre expression, mais la « tête fraîche » ça vient vraiment mal ! A des ouvriers qui partent en lutte, ce n'est pas le moment de faire des discours sur les « têtes fraîches ». Les ouvriers n'engueulent pas du tout le représentant du syndicat, mais lui font comprendre fermement qu'ils ne sont pas du tout sur la même longueur d'onde que lui. Il cherche à s'expliquer un peu, mais comprend vite que ce n'est pas la peine d'insister et repart, gardant la « tête fraîche » pour lui (on s'apercevra après qu'en partant, il a arrêté les ouvriers qui allaient vers les autres bateaux en leur disant que ce n'était pas la peine d'y aller). Ça collait bien avec les grands discours sur la « démocratie à la base » que pratique la C.G.T.

Restent les ouvriers et les délégués et là, ce n'est plus pareil. Quand un perma-

nent du syndicat a peur pour la Commission Paritaire, les ouvriers n'en ont que faire. De toute façon, ils n'ont plus grande confiance en ces permanents ; le secrétaire général du syndicat de la réparation navale n'ose même plus mettre les pieds sur le pont depuis la reprise du travail en juin 1968 où il s'était fait huer à une belle unanimité. Ces gars là, toujours dans leurs bureaux, on ne voit plus très bien au juste s'ils font encore partie de la classe ouvrière. Tandis que les délégués à la base, c'est différent.

D'abord ces délégués, il y a à peine trois ans, c'est eux, entre autre, qui menaient les luttes d'alors (ils n'étaient pas encore délégués) ; et ils les menaient réellement ; ils ne prenaient pas le train en marche comme cela devient la règle à la C.G.T., ils les menaient même suffisamment pour se faire vider de la boîte par le patron et ne se faire réintégrer que par l'action des ouvriers. Et tout ça, ça reste dans la tête de tout le monde. Aussi, quand un permanent est emmerdé par sa Commission Paritaire, on s'en fout, quand les délégués sont emmerdés par la même Commission, c'est déjà un peu différent ; on cherche à arranger les choses ; il faut faire en sorte que les délégués soient complètement déchargés de la responsabilité de la grève : « vous n'avez qu'à dire au patron que ce n'est pas le syndicat qui fait grève, mais les ouvriers. On prend entièrement la grève sous notre responsabilité ». Pas mauvaise idée ; les délégués montent au patron pour lui expliquer cela et sauver leur Commission paritaire. Ils reviennent un quart d'heure après : « le patron ne veut pas nous croire, il veut que deux ouvriers viennent eux-même lui certifier que ce n'est pas le syndicat qui lance le mouvement ». Il y a bien des gens qui trouvent bizarre que le syndicat demande des ouvriers pour aller parler au patron,

mais après tout cette histoire de « délégués directs », en quelque sorte mandatisés par la base, n'est pas mauvaise. Et deux des gars les plus combattifs repartent au patron avec les délégués. Sur ce, comme il est l'heure d'aller manger, on se donne rendez-vous à 13 h 30.

A 13 h 25, la moitié des ouvriers est arrivée ; les délégués nerveux, cherchent à régler rapidement la question. On obtient quand même d'attendre cinq minutes que tout le monde soit là.

Première proposition des délégués : tout le monde reprend le travail immédiatement, et on demande au patron de nous payer la demi-journée de grève du matin. Pas besoin de discuter très longtemps. Chacun dit son point de vue ; on vote ; unanimité contre ; les délégués, un peu gênés, remontent au patron et ramènent une demi-heure après ses propositions : il paye la matinée, le temps perdu de l'après-midi si tout le monde reprend le travail et fait le soir une heure supplémentaire payée à 100 %. Les délégués semblent approuver cette proposition sans l'approuver tout en l'approuvant. On rediscute cinq minutes ; on revote, unanimité contre. Cette fois, c'est réglé. Il est trois heures ; une bonne partie des ouvriers restera là jusqu'à six heures sans qu'il y ait de raisons bien précises, tout simplement parce que « la grève c'est pas fait pour aller à la pêche ».

Pour les ouvriers, c'est fini ; ils ont réussi à rendre 9 heures de grève pour 9 heures de travail de jaunes ; la leçon aura sans doute porté ; d'ailleurs le soir, le patron ne s'est pas hasardé à mettre un quart de nuit pour « rattraper le temps perdu ». Car dans ce cas, comme le disait un ouvrier, « le bateau il ne partait jamais plus de la forme, ou alors avec l'aide des C.R.S. ».

Mais l'histoire du constat de la Commission Paritaire, elle, n'est pas tout à

fait terminée ; le constat devait accorder aux ouvriers 4 % d'augmentation plus un tas de promesses ; même pas, de promesses de discussions sur... promesses de discussion sur la mensualisation (le gadget de Pompidou) ; promesses de discussion sur la sécurité du travail, etc. Tout cela devant en principe être signé lundi matin. Après, on apprend que la signature est remise en début d'après-midi, puis au soir ; cette comédie finit par énerver les ouvriers. Finalement, ils vont être prêts à se battre pour cette Commission Paritaire dont ils se fichaient au début. Le lendemain matin, quand on demande aux délégués si c'est signé, ils répondent d'abord « oui », puis « presque » et enfin « ce sera signé à midi ». A midi, il paraît que c'était effectivement signé. Mais « à un petit mot près », comme dira un délégué ; ce petit mot, on a su après que c'était simplement la clause stipulant « tout problème n'étant pas réglé dans le cadre des Commissions Paritaires pourra être réglé dans le cadre de l'entreprise ».

Donc, tout ce qui ne sera pas réglé en Commission Paritaire attendra la Commission Paritaire suivante. Donc, pas de « grève sauvage » dans une entreprise, on attend sagement la Commission Paritaire suivante et pendant ce temps, le « calme » règne ; chacun garde la tête « fraîche », comme disait l'autre.

C'est tout de même pratique pour les patrons, ces Commissions Paritaires !

(1) « Fini-parti » : le travail est poursuivi sans répit jusqu'à l'heure du départ du navire.

(2) « La forme », c'est le bassin asséché où se trouve les bateaux pour certaines réparations.

(3) A Marseille, on fait le « tiens bon » ; en Normandie, on dit « Bas les marteaux » ; les traditions de lutte du peuple français, on les retrouve jusque dans le vocabulaire.

A la Mutualité, près de 1.500 petits commerçants et artisans manifestent contre l'état des monopoles

Une fois de plus, les petits commerçants et artisans subissant après la classe ouvrière l'exploitation capitaliste, manifestent leur juste colère à la mutualité. Cette journée nationale de protestation qui devait se dérouler dans la rue, ne fut autorisée par le pouvoir et ses agents (Gingembre, Deleau et consors) qu'à condition de se dérouler comme le pouvoir le voulait, où il le voulait, et sous la forme qu'il voulait : dans l'ordre et la dignité bourgeoise. Ce fut déjà là, une première trahison des dirigeants des P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises) qui acceptèrent, et pour cause (rétribués par le pouvoir au titre de membres du Conseil économique) de passer outre à la volonté générale de ceux qu'ils prétendent défendre. La suite du déroulement de la manifestation au Parc des Princes prouva qu'une partie importante des commerçants et artisans voulaient faire entendre sa voix autrement que par des pétitions ou du bla bla bla qui ne solutionnent jamais les problèmes.

Une deuxième manifestation de petits commerçants et artisans organisée par le C.I.D. (Mouvement de la Tour du Pin) se réunissait au même moment à la Mutualité. La salle était composée de petits commerçants et de petits artisans ainsi que de marchands ambulants (marchés et forains).

Le C.I.D. qui conteste la représentativité des P.M.E. avait appelé à boycotter la réunion du Parc des Princes. 1200 à 1500 personnes suivirent ce mot d'ordre. Les premiers orateurs rappelleront à la salle qu'il y avait huit personnes d'emprisonnées par le pouvoir pour avoir osé dire ce qu'elles pensaient du système d'exploitation qu'elles subissaient. Ils demandèrent à la salle dans un but d'apaisement qu'il n'y ait aucune manifestation jusqu'au jeudi suivant, date du procès des huit emprisonnés. Suivant l'attitude du pouvoir, le C.I.D. verrait la marche à suivre après cette date. Une bande magnétique préalablement enregistrée par Nicoud pour cette manifestation fut ensuite diffusée dans la salle. D'après les termes de cette bande, il semble que Nicoud soit plus décidé à mener un combat énergique et de longue haleine que les membres du bureau parisien, mais peut-être est-ce à cause du procès des emprisonnés, que le ton de Nicoud m'a semblé différent de celui des autres orateurs, il est possible que deux tendances se fassent jour également au sein du bu-

reau national ou du bureau parisien du C.I.D. ; il est aussi à remarquer qu'aucune perspective de lutte, ni par conséquent de moyens, de fut envisagée. Si par moment le C.I.D. semblait avoir une idée juste de la situation en appelant les petits commerçants et artisans à lutter en liaison avec les travailleurs qui sont leurs clients, d'autres propos reflètent la position encore réactionnaire de ce mouvement au stade actuel du processus de développement de la société capitaliste monopoliste, à savoir le maintien des petits commerçants et artisans comme classe intermédiaire entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise.

Les marxistes-léninistes, dans le développement des luttes actuelles, doivent donc faire comprendre à la couche des petits commerçants et artisans quelle est notre position sur ce problème des revendications de cette couche moyenne. Ils n'ont pas à cacher la vérité comme le font les dirigeants du P. « C. » F. en leur faisant croire que dans la démocratie avancée qu'ils proposent, les petits commerçants et artisans auront une place de choix en leur sauvegardant la propriété individuelle et en leur assurant la possibilité de la transmission de leur héritage ; tout cela est du réformisme, de la démagogie et non une perspective socialiste. Les marxistes-léninistes conséquents doivent expliquer patiemment à cette couche intermédiaire que le processus d'évolution de la société fait qu'il y a une communauté des moyens de production et de distribution entre eux et la classe ouvrière à une échéance plus ou moins rapprochée.

Dans la phase actuelle, les justes revendications des petits commerçants et artisans (à revenu égal, impôt égal, celles relatives aux assurances maladie et retraites vieillesse) ne peuvent trouver leur juste solution qu'en liant leurs luttes à celles de la classe ouvrière contre le système d'exploitation qu'elles subissent ensemble sans oublier non plus la couche des petits paysans. Cette lutte doit être dirigée contre les monopoles capitalistes et l'Etat qui en est le représentant, mais tous ensemble et en même temps, on ne va pas à la bataille en ordre dispersé ni les uns après les autres, c'est entrer dans la tactique de l'ennemi, de morceler les revendications, de les tronçonner et de diviser pour régner. Mais la timide allusion faite par le

C.I.D. à une liaison avec les travailleurs par l'intermédiaire de leurs syndicats ne peut être faite dans la perspective de s'attacher une partie du prolétariat et d'en faire sa clientèle, mais dans la perspective de connaître concrètement par l'unité à la base et dans l'action, les problèmes de la classe ouvrière, de comprendre comment elle aussi est exploitée depuis longtemps, de comprendre enfin que l'ennemi est commun, qu'il ne peut être abattu qu'uni, et que la couche moyenne des petits commerçants et artisans ne peut rien obtenir pour elle toute seule, sinon une carotte vite grignotée. C'est aussi dans l'unité à la base et dans l'action au coude à coude avec la classe ouvrière que les petits commerçants et artisans trouveront des éléments conscients et valables susceptibles d'organiser et de diriger efficacement leurs luttes sous la direction de la classe ouvrière. Il faut que les artisans et petits commerçants se débarrassent comme la classe ouvrière de tous ces dirigeants qui prétendent les défendre et ne les écoutent jamais, parce que agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier comme au sein de la petite paysannerie et des couches moyennes. Si subjectivement, au stade actuel, la majorité des petits commerçants et artisans ne sent pas encore la nécessité de la révolution (mais d'un changement profond) objectivement ils sont les alliés naturels du prolétariat en étant eux-mêmes issus pour la plupart. C'est donc aux marxistes-léninistes d'aider cette couche moyenne à y voir plus clair, de l'aider à former des comités de front uni antimonopolistes et anticapitalistes ou cette couche moyenne comprendra mieux par la pratique les problèmes de la classe ouvrière et des petits paysans. C'est en définitive aux marxistes-léninistes d'avancer hardiment en entraînant toutes les couches de travailleurs exploités pour abattre le capitalisme et créer une nouvelle société socialiste, libératrice et émancipatrice de toutes les forces vives de la nation.

Vive l'unité à la base et dans l'action des petits commerçants et artisans sous la direction de la classe ouvrière !

Vive l'unité à la base et dans l'action de toutes les couches exploitées !

A bas l'Etat des monopoles !

Vive le socialisme !

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(6)

LES FORCES MOTRICES SECONDAIRES DE LA RÉVOLUTION (I)

Entre le prolétariat et la bourgeoisie se situent des classes qui sans être sur les plans économiques, politiques et idéologiques exploiteuses, sont très souvent liées à la bourgeoisie ; par ailleurs certaines fractions de cette petite bourgeoisie, dans l'époque de crise profonde de l'impérialisme où nous sommes, entrent en lutte sans que l'on puisse dire pour autant que les cibles de cette lutte soient claires. Est-ce que ces forces peuvent contribuer à abattre le capitalisme monopoliste ? Ou bien la crainte du prolétariat et du socialisme, qu'a cultivée en elles la bourgeoisie, empêchent-elles irrémédiablement ces classes d'être du côté du prolétariat ? Dans ce dernier cas bien évidemment nous serions autorisés à dire que la petite bourgeoisie forme une « masse réactionnaire ».

Encore une fois, seule l'enquête marxiste-léniniste peut permettre de trancher cette question et de dire quelle fraction put être l'alliée du prolétariat, quelle autre restera l'alliée de la bourgeoisie. Néanmoins l'enquête peut s'appuyer sur des critères objectifs que l'on va essayer de donner.

Une fraction de la petite bourgeoisie vit de son travail, n'exploite personne et possède ses moyens de travail : moyens de *travail productif* pour les artisans et les paysans pauvres et moyens, moyens de *travail improductif* pour les petits commerçants. Cette première grande catégorie de la petite bourgeoisie se subdivise en plusieurs parties : une première partie s'enrichit et va bientôt passer dans la bourgeoisie et exploiter des

travailleurs. Une deuxième partie au contraire s'appauvrit, parfois même est exploitée par les capitalistes, va devoir cesser son activité indépendante et se prolétarianiser. Entre les deux existe une fraction moyenne qui ne cesse avec le temps de se subdiviser en « fraction riche » et « fraction pauvre ». Ce phénomène constant de division, de décomposition est une des grandes caractéristiques de la petite bourgeoisie ; elle nous oblige à toujours examiner cette classe *dans son évolution*.

Une deuxième grande fraction de la petite bourgeoisie vit de son travail, n'exploite personne mais ne possède pas de moyens de travail. Elle est constituée de salariés. Mais ces salariés ne sont pas des prolétaires, car, de manière générale, ils ne sont pas exploités ; certains d'entre eux même touchent un salaire très largement supérieur à la valeur de leur force de travail et vivent en partie de la plus-value extorquée aux ouvriers.

Enfin la couche supérieure de cette fraction salariée de la petite bourgeoisie s'intègre peu à peu dans la bourgeoisie (haute administration, cadres des entreprises) au fur et à mesure de sa promotion hiérarchique.

Cette deuxième grande fraction de la petite bourgeoisie comprend notamment les professions intellectuelles (instituteurs, professeurs, techniciens, certains petits ingénieurs) mais aussi une partie des employés des banques, du commerce et de l'administration.

I. — LES PETITS PRODUCTEURS PROPRIÉTAIRES DE LEURS MOYENS DE TRAVAIL

Cette partie de la petite bourgeoisie vit de son travail sans employer de main-d'œuvre salariée (1) ; comme par ailleurs elle possède ses moyens de production et donc les marchandises qu'elle produit avec, on peut dire qu'elle a un double aspect : d'un côté le petit bourgeois-petit producteur est un ouvrier, de l'autre c'est un petit patron qui s'emploie et s'exploite lui-même comme ouvrier.

C'est ainsi que Marx le définit :

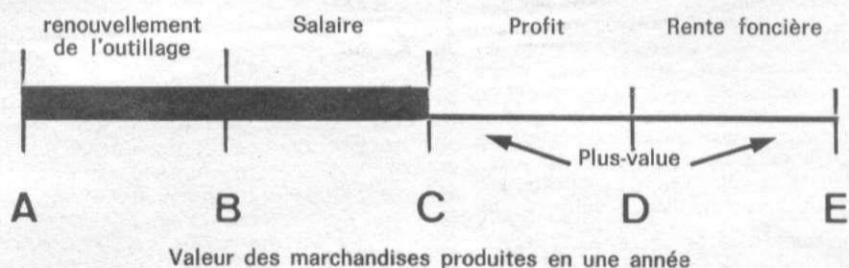
« Dans le mode de production capitaliste, le paysan indépendant et l'artisan sont divisés chacun en deux personnes. En tant que possesseur des moyens de production, le paysan est capitaliste, en tant qu'ouvrier il est son propre salarié. Comme capitaliste, il se paie son salaire, tire son profit de son capital, s'exploite lui-même comme salarié et se paie dans la plus-value le tribut que le travail doit au capital. Il se paie peut-être une troisième partie, la rente, en tant que propriétaire foncier. »

(Marx : « Histoire des doctrines économiques », l'idée de travail productif.)

Le petit bourgeois n'est pas un simple petit capitaliste (pas plus qu'il n'est purement et simplement un ouvrier) : « Les moyens de production ne deviennent capital que dans la mesure où ils s'opposent comme puissance indépendante au travail. Dans le cas présent, le producteur, l'ouvrier est possesseur, propriétaire de ses moyens de production. Ce n'est pas un capital et lui n'est pas un salarié. »

Ce n'est qu'avec la décomposition de la petite bourgeoisie qu'une minorité devient capitaliste, une majorité travailleurs salariés et exploités.

Les indications que nous donne Marx nous permettent de définir les différentes fractions de la petite bourgeoisie établie à son compte suivant qu'elle touche le profit (et la rente s'il s'agit d'un paysan) ou simplement le salaire, ou seulement une partie du salaire. Prenons le cas d'un paysan propriétaire de sa terre et de ses outils. Supposons qu'il vende au marché les produits d'une année de travail et qu'il en obtienne exactement la valeur qu'ils ont. Représentons par une ligne AE cette valeur. Une partie AC représente ce qu'il lui faut



1° pour renouveler ses moyens de production (réparation, amortissement de machines, achat de nouveaux engrais, etc.). Représentons cela par AB ;

2° pour vivre ; cela correspond à son salaire, c'est-à-dire ce qui est nécessaire pour reproduire sa force de travail et celle de sa famille. Représentons cette valeur par BC, équivalent d'un salaire.

Le reste de la valeur qu'il tire de la vente de ses produits représente de la plus-value : représentons-la par CE.

Cette plus-value se divise en profit (CD) et rente (DE).

Cette rente (2) vient de ce que dans notre exemple, le petit producteur possède sa terre.

Or seule une toute petite minorité de la petite bourgeoisie agraire retire de la vente de son produit tout cela, profit et rente inclus : ce sont les paysans riches. En général seuls ces paysans sont sur de bonnes terres. Les paysans pauvres qui sont sur les plus mauvaises terres ne touchent pas la rente. Voilà déjà une première distinction au sein de la paysannerie.

Voyons maintenant le profit. Le rapport entre prix agricoles et prix industriels est tel dans une société capitaliste dominée par les monopoles que les prix industriels montent constamment, tandis que les prix agricoles, malgré la politique de « soutien » des prix

du gouvernement baissent. Comme seuls les paysans riches ont une productivité qui les rend « compétitifs », seuls ces derniers retirent le profit intégralement. En général la masse de la paysannerie ne retire aucun profit ou seulement une petite partie du profit (paysans pauvres et paysans moyens).

Bien plus, la masse de la paysannerie, les paysans pauvres, touchent un salaire inférieur à celui d'un ouvrier et parfois vivent dans des conditions pires que la classe ouvrière elle-même.

Bien qu'il soit toujours propriétaire de ses moyens de production, le paysan pauvre se trouve pratiquement dans les mêmes conditions que l'ouvrier salarié : il travaille 10, 12, 15 heures par jour, parfois plus, et vit misérablement. Comme lui c'est un exploité. Il n'a pas sur le dos un contremaître ou un chef pour lui extorquer du surtravail. En ce sens, c'est lui-même qui s'extorque du surtravail ; mais ce surtravail ce n'est pas lui qui se l'approprie. Ce sont les capitalistes qui lui vendent des produits industriels, les capitalistes qui achètent, traitent, conditionnent et écoulent ses produits, le capital financier auquel il a dû emprunter, qui se partage la plus-value qu'il produit et même une partie de son salaire.

Souvent ce paysan pauvre pour joindre les deux bouts est obligé de travailler à mi-temps ou à temps plein, soit comme ouvrier agricole, soit purement et simplement comme ouvrier d'usine. Il devient alors un semi-prolétaire. Mais ce travail extérieur bien vite ne suffira plus à renouveler ses moyens de production de sorte qu'il puisse continuer à maintenir en exploitation sa terre ; peu à peu il « mange son capital » et sera obligé de vendre et de partir. Parfois il passera un contrat avec une grosse entreprise capitaliste et par exemple élèvera des poulets à partir de poussins fournis par un monopole. En apparence il continue ainsi une activité indépendante ; en fait, il n'est plus propriétaire de ses marchandises, il n'a plus un libre accès au marché. Il n'est plus un petit bourgeois mais une forme particulière d'ouvrier agricole. La soi-disant « aide » de la bourgeoisie

Nous avons dit (dans H.R. n° 26) que la bourgeoisie utilisait une partie de la plus-value venant de l'exploitation des ouvriers à financer son alliance avec la petite bourgeoisie.

Or le terme d'« aide », de « soutien » de la petite paysannerie peut prêter à confusion et laisse entendre que cette fraction de la petite bourgeoisie vit d'une partie de la plus-value produite par le prolétariat. Or il n'en est rien.

Tout d'abord, la grande masse des subventions destinées à la paysannerie est accaparée par les capitalistes, agraires ou non. Ces « aides » de l'Etat lui servent seulement à renouveler tant bien que mal ses moyens de production et à toucher un revenu inférieur à celui d'un ouvrier (3). Certes, sans cette aide, il ne pourrait même pas continuer son exploitation. Mais cette « aide » a pour résultat, non pas qu'il soit moins exploité, mais de lui permettre de continuer à être exploité comme petit producteur indépendant. D'un côté l'aide de l'Etat diffère l'expropriation du petit producteur. C'est là dessus que politiquement compte l'Etat ; il espère que le petit paysan lui en sera gré. Mais par ailleurs, cette aide prolonge l'exploitation et la surexploitation du petit paysan. Là aussi la bourgeoisie y a intérêt, car non seulement le paysan pauvre continue à être exploité, mais il est exploité non pas comme prolétaire concentré dépourvu de tous moyens de production, mais comme petit propriétaire, attaché à l'idée de la propriété privée, de son « indépendance » apparente, et morcelé, dispersé, c'est-à-dire politiquement moins dangereux qu'un prolétaire.

En ce qui concerne les paysans moyens, qui, parfois, touchent des miettes de profit, cette « aide » de l'Etat a pour la bourgeoisie un intérêt politique encore plus flagrant ; alors que le paysan pauvre peut au mieux espérer survivre, le paysan moyen peut espérer s'élever, devenir un paysan riche. Par sa politique la bourgeoisie entend se gagner la minorité qui, effectivement, a des chances de s'enrichir et neutraliser et diriger la majorité en cultivant en elle l'idéologie du petit propriétaire qui peut (« s'il est débrouillard, travailleur, etc. ») s'en tirer et monter dans la hiérarchie sociale.

Engels notait :

« A ce titre [en tant que futur prolétaire] il devrait être tout oreille pour la propagande socialiste. Mais le sentiment de la propriété qui est ancré en lui, l'en empêche encore. Plus il est obligé de lutter avec acharnement pour conserver son petit lopin de terre, plus le désespoir le fait s'y cramponner fermement, plus aussi le social-démocrate qui parle du transfert de la propriété foncière à la communauté lui paraît être un ennemi aussi dangereux que l'usurier et l'avocat. »

(Engels : « La question paysanne en France et en Allemagne »).

Cette analyse est valable à quelques nuances près pour l'artisanat. Notons que les artisans, plus proches des conditions de vie et de travail des ouvriers, sont plus prompts que les paysans à se lier à la lutte des ouvriers. Notons aussi que les petits commerçants, ne créant pas de valeurs, mais eux aussi pressurés et exploités comme la fraction improductive du prolétariat (cf. H.R. n° 29-30) sont dans la même situation que les petits producteurs propriétaires de leurs moyens de production.

(1) On ne compte pas comme main-d'œuvre salariée la main-d'œuvre familiale.

(2) Supposons deux terres de surface égale (1 hectare) mais de fertilités différentes ; sur la première on obtient deux fois plus de blé (40 quintaux, au lieu de 20, disons) que sur la deuxième, et cela pour une dépense annuelle d'heures de travail et d'engrais, outillage, etc., identique. La première terre fournit un excédent de rendement de 20 quintaux qui est la rente. On voit que la rente est une sorte de sur-profit. Cette forme de rente (appelée différentielle puisqu'elle vient de la différence de fertilité des terres) disparaît pour les terres les plus pauvres. C'est le propriétaire foncier qui s'approprie la rente ; par contre le capitaliste agraire qui a loué des terres à ce propriétaire tire de l'exploitation de ses ouvriers une plus-value qui constitue le profit. Le profit est différent de la rente ; il existe à côté d'elle là où la rente existe et là où elle disparaît (sur les plus mauvaises terres) il peut aussi exister.

(3) On pourrait de même dire à tort que l'Etat aide l'ouvrier d'usine en lui versant des prestations sociales diverses. Or ces prestations sont une partie du salaire redistribuée par l'Etat dans le cadre de la division du travail qu'il y a entre les entreprises et l'Etat à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat. Il en est pratiquement de même en ce qui concerne les miettes « d'aide » que reçoit le paysan pauvre de l'Etat, à ceci près qu'elles lui servent à maintenir tant bien que mal son équipement et à vivre, alors que pour l'ouvrier il ne s'agit que d'une fraction de son salaire qu'il récupère.

LA SEMAINE PROCHAINE :
L'IDEOLOGIE PETITE BOURGEOISE
ET LES TACHES
DU PARTI D'AVANT-GARDE

A TOUS LES ENSEIGNANTS MARXISTES-LÉNINISTES

A plusieurs reprises « L'Humanité-Rouge » a publié des points de vue concernant l'action des enseignants marxistes-léninistes. A la suite de ces publications, les enseignants intéressés par ces articles se sont concertés et se sont mis d'accord sur un certain nombre de points.

Ils sont d'accord pour que les efforts des enseignants marxistes-léninistes soient portés en direction de leur milieu, mais aussi en direction des masses laborieuses qu'ils sont susceptibles d'influencer du fait même de leur profession, en dénonçant le véritable sabotage de l'Education nationale par le pouvoir des monopoles qui se soucie avant tout de former des cadres dociles pour servir les intérêts de la bourgeoisie française, avec le minimum de frais.

Le milieu enseignant est un milieu essentiellement petit-bourgeois par son mode de vie, par ses conditions de travail et ses origines sociales. Bien qu'exploités eux aussi par le pouvoir capitaliste, les enseignants sont, globalement, des agents de l'Etat bourgeois, des instruments de la dictature bourgeoise dans le domaine de la culture et de l'idéologie.

Il est possible cependant pour les marxistes-léninistes d'y faire pénétrer les idées progressistes et à certains moments favorables d'entraîner une grande partie d'entre eux sur des positions favorables au mouvement révolutionnaire comme ce fut le cas en mai-juin 1968. Mais les marxistes-léninistes devront tenir compte que les syndicats enseignants sont dirigés par des socio-démocrates ou des révisionnistes sur des positions ultra-réformistes. Ces syndicats groupent de 80 à 100 % du personnel. Compte tenu que l'essentiel de ce qu'en attendent les syndiqués c'est la défense de leurs intérêts personnels (avancement, mutations, nominations, etc.), il ne serait pas réaliste de songer à conquérir la direction de ces syndicats même avec l'appui d'alliés moins réformistes que les socio-démocrates et les révisionnistes. Sans renoncer à diffuser nos idées et positions marxistes-léninistes à l'intérieur des syndicats par l'intermédiaire

des « Tribunes de discussion » des journaux et bulletins syndicaux ainsi qu'à l'occasion des assemblées générales, les enseignants marxistes-léninistes préféreront s'adresser directement à tous les enseignants, à tout le personnel de l'Education nationale et plus particulièrement au plus exploités d'entre eux.

Dans cette optique les enseignants marxistes-léninistes qui se sont récemment concertés sont d'accord sur les points suivants :

1. — Contre la participation aux conseils d'administration.

Les syndicats réformistes et particulièrement le S.N.E.S. s'étaient efforcés d'enjoliver le rôle des conseils institués par la « Réforme Faure », mais tous les marxistes-léninistes qui avaient été élus dans ces conseils ont été unanimes à reconnaître qu'ils y avaient perdu leur temps. Même quand ils y ont pu défendre des positions justes, leur lutte n'a pas dépassé le cadre d'un nombre restreint de personnes et ne s'est pratiquement pas répercutée à l'extérieur alors que l'action des marxistes-léninistes se situe dans les masses. D'autre part les résultats, quand il y en a eus, auraient été obtenus aussi bien par l'action conjuguée de l'ensemble des intéressés par l'intermédiaire des « Comités d'Action ». Dans beaucoup de lycées et collèges, les délégués sortants, à quelque tendance qu'ils appartiennent, refusent de se représenter. C'est tout dire !

Au surplus cette année leur composition a été remaniée de telle sorte que l'autorité de l'administration y est prépondérante. On peut citer par exemple le cas du conseil d'administration d'un lycée (avec C.E.S. annexé), composé de 40 personnes parmi lesquelles 8 représentants de l'administration, 16 représentants des professeurs sur 150, 8 représentants des élèves (dont 4 avec voix consultative seulement) sur plus de 2 000, 8 représentants des parents d'élèves ; 8 personnalités de la ville seront désignées pour compléter cet aréopage où les enseignants progressistes et les élèves seront automatiquement en minorité.

Les marxistes-léninistes ne participe-

ront pas à cette farce et appelleront les professeurs, les élèves et les parents à boycotter ces conseils.

Aux conseils de collaboration de classe les marxistes-léninistes opposeront la formation de Comités d'Action et comités de base. Ils soutiendront les justes revendications des lycéens, élèves et étudiants, ils collaboreront avec leurs organisations (C.A.L., U.N.E.F.). Ils s'opposeront par tous les moyens à la répression qui frappe aussi bien les enseignants progressistes que les élèves dits « contestataires ».

2. — Pour la défense des revendications des enseignants.

S'adressant directement à leurs collègues par la publication de textes largement diffusés, ou bien en intervenant dans leurs syndicats, les marxistes-léninistes défendront les revendications suivantes :

a) 25 élèves par classe.

Pour assurer des conditions de travail pédagogiquement favorables aux élèves comme à leurs professeurs, il faut en finir avec les classes pléthoriques. Outre ses avantages pédagogiques que personne ne peut contester, cette revendication abandonnée par les syndicats réformistes, suppose la création de milliers de postes nouveaux d'enseignants à tous les degrés. Le S.N.E.S. lui-même a calculé que pour doubler les classes de l'enseignement secondaire à partir de 30 élèves, il faudrait créer 16 000 postes de professeurs de plus. Cela contribuerait donc à liquider le chômage chez les jeunes titulaires d'une licence complète qui attendent une aléatoire nomination.

Cette revendication s'impose encore plus, si l'on peut dire, dans l'enseignement primaire où les classes anormalement surchargées, provoquent l'inadaptation scolaire d'un nombre sans cesse croissant d'enfants.

b) Titularisation des maîtres auxiliaires.

Dans le second degré, ils sont 23 000, dont 5 300 « adjoints d'enseignement » titulaires de leur poste, le reste étant en exercice mais sans aucune garantie d'emploi. Pour le gouvernement, il s'agit d'une

main-d'œuvre au rabais qui le dispense de recruter par la voie normale les professeurs indispensables.

Pour en finir avec cette pratique nous exigeons la titularisation immédiate de tous les A.E. et M.A. actuellement en service et l'augmentation massive des places aux concours de recrutement dans toutes les disciplines.

c) La retraite à 55 ans pour tous.

Il est anormal en effet que les instituteurs puissent prendre leur retraite à 55 ans, alors que les professeurs du second degré ne peuvent la prendre qu'à 60 ans et ceux de l'enseignement supérieur à 70 ans. Une telle mesure dégageait au surplus des milliers de postes pour les jeunes qui attendent.

d) Sécurité de l'emploi pour les surveillants.

En général il s'agit de jeunes bacheliers qui assurent ces fonctions tout en poursuivant leurs études supérieures. Mais ils sont à la merci d'une mauvaise note de l'administration qui leur enlève toute possibilité d'être repris l'année suivante. Nous demandons qu'en cas de licenciement ils continuent de percevoir la moitié de leur salaire dans la mesure où ils continuent à poursuivre leurs études.

Comme on peut s'en rendre compte, ces revendications supposent des ressources financières bien supérieures à celles qui sont actuellement allouées à l'Education nationale.

Elles se situent donc tout naturellement dans le cadre de la lutte générale contre le plan d'austérité imposé au peuple par Pompidou - Chaban-Delmas - Giscard d'Estaing pour faire supporter les frais de la crise capitaliste par les masses laborieuses.

Dans cette lutte pour la satisfaction de ces légitimes revendications, les enseignants et leurs élèves rejoindront la classe ouvrière et la masse des travailleurs, commerçants, paysans, artisans, dans un vaste Front Uni de tous les exploités pour en finir avec le pouvoir des monopoles capitalistes et son régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

TCHAD (suite de la page 12)

UNE RECOLONISATION DEGUISEE

L'impérialisme français a bien préparé son retour au Tchad pour une nouvelle colonisation déguisée, tantôt par l'occupation militaire, tantôt par des aides dites d'assistance technique et financière dont le taux d'intérêt très élevé fait du Tchad un pays perpétuellement surendetté.

On sait que le colonialisme a introduit l'enseignement au Tchad, non pas pour le bien et l'éducation de ce peuple, comme le disent certains Français politiquement analphabètes, mais plutôt pour former des auxiliaires nécessaires à la bonne marche de l'administration coloniale. De même que la lutte contre les grandes endémies avait pour but d'entretenir une population valide, nécessaire à l'exploitation économique de notre pays.

Les résultats de plus de cinquante années de colonisation française et de plus de neuf années « d'indépendance » sont là pour nous le montrer : aussi incroyable que cela paraisse, le Tchad compte en tout et pour tout moins d'une douzaine de cadres universitaires.

Maigre bilan. La décision du gouvernement de Fort-Lamy de faire appel à l'U.R.S.S. pour la formation de cadres ne fait que mettre en lumière les résultats de cette politique d'assistance technique préconisée par l'ancienne puissance colonisatrice.

Le bilan de la colonisation, ici comme ailleurs, n'est pas brillant. Dans un rapport établi en 1961 par les experts du ministère français de la Coopération on note que :

- 83,7 % de la population active tchadienne est analphabète ;
- 87,2 % d'enfants en âge de scolarisation sont abandonnés à eux-mêmes ;
- sur 1 000 élèves entrant au cours débutant, aucun n'arrive jusqu'au baccalauréat. Quant aux débouchés, n'en parlons pas : le chômage tend à devenir la profession des jeunes.

Comme dans beaucoup de pays néo-colonialistes des trois continents, la clique révisionniste d'U.R.S.S. entretient de fort « bonnes relations », on le voit, avec la clique fantôme au pouvoir, avec Tombalbaye au Tchad. Notons qu'une des raisons de cette politique, outre la « stratégie générale » de l'U.R.S.S. sociale-fasciste, est d'éviter à Tombalbaye d'envoyer des étudiants en France, où il est réputé qu'ils acquièrent « un mauvais esprit » de révolte (c'est-à-dire une bonne formation politique ou même idéologique, non pas par leurs études, bien sûr, mais parallèlement et contre elles). En envoyant des étudiants à Moscou, Tombalbaye se cherche, en plus, une « caution de gauche » ; d'ailleurs cela se concrétise par l'existence d'une « section » moscovite de l'union fantôme des étudiants tchadiens, alors que l'organisation étudiante réelle a été interdite par Tombalbaye et que sa section en France, membre de la F.E.A.N.F. n'est pas reconnue. Il y a gros à parler que bien de ces étudiants, de retour de Moscou, seront comme tant d'autres devenus fermement antirévisionnistes, tant il est vrai que ces gens-là, les Brejnev et les Tombalbaye « savent fort

bien » se laisser retomber sur les pieds les pierres qu'ils soulèvent.

Notons enfin qu'au Tchad comme dans beaucoup de pays d'Afrique noire ou comme en Iran, la présence révisionniste soviétique côtoie en toute « coexistence » celle des sionistes israéliens qui, au Tchad, servent à encadrer, en particulier, l'armée fantôme (y compris par des stages d'Africains dans l'armée sioniste !)

LA LUTTE ARMÉE

Nous avons vu (H.R., numéro 30) combien l'histoire politique du Tchad ne pouvait laisser d'autre alternative aux populations locales que la lutte armée pour sa libération. C'est à la suite du 16 septembre 1963, où à Fort-Lamy, Tombalbaye fit assassiner des centaines de tchadiens au cours d'une manifestation, que la lutte armée actuelle devint inéluctable. Elle prit corps petit à petit pour éclater au grand jour en 1965.

Il est un fait que cette lutte rencontra pourtant très vite un vif soutien populaire de la part de populations aux hautes traditions de lutte. Certes, divers politiciens et autoritaires féodaux tentèrent (et peuvent tenter) d'orienter la direction de la lutte armée sur des voies de garage. La présence voisine de forces politiques nationalistes-arabes (Soudan, Egypte, Lybie) a pu tenter d'influencer la direction du front de lutte naissant : le FROLINA, cependant, dont la création remonte au 22 juin 1966, a apparemment su éviter différents écueils, consistant à compter sur ses voisins plus que sur les populations du Tchad (voir le programme politique ci-joint). Une chronologie des principales actions de l'Armée de Libération Nationale du Tchad, entre le 1^{er} juin 1966 et le 13 mars 1968, et totalisant environ 1 500 ennemis mis hors de combat, ainsi qu'un très important armement et approvisionnement saisis à l'ennemi, se termine par cette appréciation :

- Ces combats incessants et ces victoires réalisées par la révolution tchadienne prouvent que la lutte armée englobe désormais toutes les régions du pays. Ceci a été réalisé grâce à la prise de conscience révolutionnaire de nos masses combattantes qui comptent davantage sur elles-mêmes en prouvant leur existence en face de l'ennemi sur tous les fronts et qui donnent un exemple magistral de sacrifice et d'abnégation.

Le communiqué du FROLINA poursuit un peu plus loin : « Le chemin est encore long et le combat du peuple tchadien sera dur, car c'est un combat contre la dictature, certes, mais également contre la misère, la maladie et l'ignorance et aucune force au monde ne viendra arrêter notre détermination de lutter contre ces maux jusqu'à la victoire finale. »

La devise du FROLINA est d'ailleurs : « Vaincre ou mourir » et l'on conçoit que le triste Tombalbaye, désormais interdit de séjour par le FROLINA, c'est-à-dire incapable de se déplacer autrement que par avion, ait eu grand besoin de la France coloniale pour « mater les rebelles » comme il dit.

Nous savons par ailleurs que, récemment encore, c'est par dizaines que des légionnaires ont été tués ou blessés au Tchad, et qu'en ce moment même, plusieurs grands blessés auraient été rapatriés pour être soignés à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris.

Un autre scandale inadmissible : des soldats du contingent, notamment dans les services techniques de l'Armée de l'Air, seraient actuellement au Tchad !

Il appartient au peuple de France d'exiger que cesse cette nouvelle sale guerre impérialiste de la France coloniale, que d'aucuns croyaient tuée depuis Dien-Bien-Phu et l'Algérie, mais qui, contrairement aux thèses révisionnistes, ne mourra qu'avec la mort des monopoles.

Il est de notre devoir internationaliste de soutenir, telle qu'elle est, sans nous ingérer dans les affaires des populations du Tchad, la lutte armée de libération nationale qui s'y développe du Sahara au Nord, aux frontières de Centre Afrique, au Sud.

Il ne nous appartient pas de trancher s'il y a ou non existence ou formation d'une seule nation tchadienne dans les frontières héritées du colonialisme. Ce que nous constatons, c'est que le FROLINA a su d'une mauvaise chose, l'agression coloniale française, en tirant une bonne, l'unité de lutte des populations du Tchad, arabes au Nord, noires au Centre et au Sud.

Ne doutons pas, par ailleurs, que cette vérité, énoncée par le camarade Mao Tsé-toung pour la lutte armée en Chine, ne puisse s'appliquer au Tchad comme partout :

- Une guerre révolutionnaire agit comme une sorte de « contre-poison, non seulement sur l'ennemi, dont elle brisera la ruée forcée, mais aussi sur nos propres rangs, qu'elle débarrassera de tout ce qu'ils ont de malsain. Toute guerre juste, révolutionnaire, est une grande force, elle peut transformer bien des choses ou ouvrir la voie à leur transformation. »

(Petit Livre Rouge, p. 69.)

Vive la juste lutte armée de libération du Tchad !

A bas la sale guerre impérialiste française au Tchad !

STALINE

Editions « Naim Frashëri » de Tirana

STALINE - Anarchisme ou socialisme ?	2,00
STALINE - Le marxisme et la question nationale	2,00
STALINE - Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique	1,50
STALINE - L'homme, le capital le plus précieux, suivi de « Pour une formation bolchévique »	2,00
STALINE - Le marxisme et les problèmes de la linguistique	2,00
STALINE - Des principes du léninisme	3,00

En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris (3^e), ou par notre intermédiaire.

L'Humanité Rouge, boîte postal 134, Paris (20^e).

(Pour toute commande passant par notre intermédiaire, règlement au C.C.P. - H.R. - n° 3022672 - La Source, en ajoutant 0,80 F de frais d'envoi pour 1 seul exemplaire, 2 F pour 2 exemplaires et plus.)

L'ALBANIE 25 ans après

Le peuple albanais est l'un des plus anciens peuples de la presqu'île balkanique. Les fouilles archéologiques entreprises depuis un certain nombre d'années par le jeune Etat socialiste, tentent de prouver s'il en est besoin, l'origine du peuple.

Vers la fin du III^e millénaire, et le début du II^e, les Illyriens s'établissent dans la presqu'île balkanique.

Vers le II^e siècle de notre ère, le géographe Ptolémée mentionne, à l'est de la ville actuelle de Dürres une tribu illyrienne du nom d'Alban. Tribu qui donna son nom au peuple albanais.

D'autre part, les observateurs anthropologiques viennent raffermir la thèse qui attribue une origine illyrienne au peuple albanais. Ces observations montrent que le caractère brachycéphale des Albanais actuels correspond au caractère brachycéphale de la majorité des crânes des anciens illyriens.

Les études et les recherches intensives auxquelles se sont livrés les hommes de sciences albanais, tant archéologues que linguistes, prouvent la thèse de l'origine illyrienne de la langue du peuple albanais et du caractère autochtone de celui-ci.

Les fouilles actuellement en cours montrent également que les Illyriens surent très tôt se servir des richesses du sous-sol en exploitant le fer, l'argent, le bronze qui y sont contenus ; ils surent très tôt fabriquer de la poterie, construire des navires. Ils commencèrent également très tôt les échanges avec les pays de la Méditerranée centrale, et avec la presque totalité du monde antique.

La division sociale du travail entraîna l'accroissement de la production, engendra la propriété privée et donna naissance aux classes. De l'échange des produits à l'intérieur de la communauté, on passa à l'échange de produits avec diverses communautés voisines. Un rôle important a été joué par les colonies helléniques qui s'établirent sur le littoral de l'Albanie au cours du VIII^e siècle avant notre ère. Colonies helléniques voisines des Illyriens. Les étroites relations économiques qui naquirent ainsi furent profitables aux deux parties. Le développement de la société illyrienne entraîne la création de plusieurs Etats illyriens dont le plus riche fut celui des Ardiens, qui alterna la convoitise des Romains. Malgré une forte résistance, les Etats illyriens connurent la première domination romaine en 167 avant notre ère. Mais les Illyriens ne se satisfirent pas de cette occupation, en 136 avant notre ère, eut lieu la première révolte contre les occupants romains. L'insurrection prit une telle ampleur que les Romains furent obligés d'envoyer d'importants renforts, pour tenter de mater les insurgés, et furent obligés de les expatrier en les installant dans les régions intérieures de la presqu'île balkanique.

Mais les soulèvements continus n'en continuèrent pas moins et ce ne fut qu'en l'an 35 de notre ère que les Illyriens furent soumis par Rome. En 395, l'Illyrie échoua à l'empire de Bizance. Le développement de la société s'y ralentit beaucoup. Dans les zones montagneuses, les Illyriens pratiquèrent comme par le passé les relations de communauté primitive alors que dans les régions de plaine côtière, la population s'occupe d'agriculture, et que commence le processus de la féodalisation.

Vers la fin du V^e siècle, commencèrent les premières attaques des tribus slaves voisines. La domination byzantine qui avait disparu un certain temps reprend vigueur vers 1015. Vers 1080, une nouvelle domination apparaît, les Normands attaquent l'Albanie, mais cette occupation fut de courte durée ; leur chef, Robert Guiscard étant mort en 1085, les Normands quittent l'Albanie.

En 1185, les féodaux albanais se débarrassent du contrôle byzantin et constituent leur premier Etat, la principauté d'Arbère ; le principal centre de ce jeune Etat était Kruja. Le reste de l'Albanie, la majeure partie du territoire, fut inclus dans le royaume de Sicile.

Le processus de féodalisation s'accéléra vers les XII^e et XIV^e siècles. Mais les attaques continuelles des envahisseurs étrangers tels que les Angevins, les Serbes et les Turcs, n'empêchèrent pas qu'un certain nombre de féodalités se constituèrent, féodalités qui étaient elles-mêmes en guerre entre elles pour étendre leur domaine. Tirant profit de ces dissensions féodales et de la faiblesse de l'empire byzantin, l'Etat féodal des Turcs grandit et pendant la seconde moitié du XIV^e siècle, entreprirent leur pénétration en Albanie, et étendirent leur occupation malgré la forte résistance du peuple albanais ; ils occupèrent presque toute l'Albanie à l'exception des zones de montagnes.

Mais les Albanais ne se soumirent pas aux Turcs. Leur lutte héroïque fut dirigée pendant 25 ans par le héros national, Skanderberg. Cette lutte héroïque eut une importance nationale et internationale énorme dans le développement du peuple albanais.

En effet, l'héroïque résistance du peuple albanais mobilisa sur place, en Albanie, d'importantes forces turques, retirées d'autres fronts, ce qui permit à l'Europe occidentale et centrale un développement important de sa culture et de son économie.

Un autre fait important à noter pour nous, marxistes-léninistes, est que cette lutte du peuple albanais contre l'envahisseur turc, eut un caractère populaire mené avec la participation des larges masses populaires surtout de la paysannerie, ce qui leur donnèrent l'élan et la tactique d'une guerre populaire.

Le héros national Skanderberg était également un grand dirigeant politique, et réussit à limiter le morcellement féodal et à créer un pouvoir central fort, à créer des relations et des accords internationaux pour l'Albanie. Il se révéla comme un habile combattant de la guerre populaire, en sachant mettre à profit les particularités d'un pays aux deux tiers montagneux.

Le nom de Skanderberg et ses luttes héroïques sont encore gravés actuellement dans le souvenir de tous les Albanais, et le lieu de ses combats héroïques est toujours un lieu de ferveur ardeur révolutionnaire pour les Albanais. Tout le folklore et les chants popu-



Ce dessin représente Skanderberg, héros national albanais et un aigle, symbole de l'Albanie

laires sont imprégnés de ce souvenir ainsi que de nombreux écrits.

La lutte héroïque du peuple albanais qui ne fut jamais soumise par les Turcs, montre à quel point ce peuple fut toujours épris de liberté, malgré toutes les représailles, malgré toutes les mesures barbares des occupants turcs, l'amour de la patrie, de la langue maternelle, de la liberté et de l'indépendance, ne purent jamais être supprimés chez le peuple albanais.

SOCIALISTE la révolution

vue par un travailleur (2)

Pendant la période 1878-1881, la lutte du peuple albanais pour la liberté s'engagea dans une nouvelle phase.

Le 3 mai 1878, le traité de San-Stephano, expression de la politique des grandes puissances, mutila l'Albanie en accordant à la Bulgarie, à la Serbie et au Monténégro, des territoires purement albanais. Par ailleurs, les dispositions de ce traité provoquèrent le soulèvement du peuple albanais tout entier. Celui-ci prit un caractère national, plus conscient contre la Turquie ainsi que contre les grandes puissances qui, par ce honteux traité, et surtout au Congrès de Berlin exigeaient le démantèlement de l'Albanie au profit des Etats voisins.

Au début de ce siècle, la lutte du peuple albanais pour la liberté et l'indépendance prit un caractère massif et populaire, surtout entre 1908 et 1912. Pendant l'année 1912, les insurrections contre la Turquie pour la liberté, pour la langue maternelle, pour l'école albanaise, s'acheminèrent dans une phase d'insurrection générale armée, dirigée par un comité général de l'insurrection siégeant à Kossovo. La proclamation de l'indépendance nationale eut lieu le 28 novembre 1912 à Vlora. Ce fut le résultat de la lutte du peuple albanais pour son indépendance, ce fait eut une grande portée historique, le peuple albanais créant son premier Etat indépendant après des siècles de lutte.

Ce fait historique fut reconnu par les grandes puissances à Londres en décembre 1912. Mais ces grandes puissances impérialistes, si elles reconnurent le jeune Etat albanais, le placèrent en même temps sous leur protectorat, l'amputèrent de terre purement albanaise tel que le Kossovo et la Camerta, comptant une population égale à celle qui se trouve à l'intérieur des frontières de l'Etat albanais. Nouvellement créé, de 1912 à 1914, le gouvernement de Ismaël Kemal effectua de grands efforts pour l'organisation intérieure de l'Etat albanais, ainsi que dans l'arène politique internationale pour la défense des frontières de l'Albanie et de la cause albanaise. Les puissances impérialistes cherchant toujours à partager le pays entre les Etats voisins. Ces efforts firent comprendre au monde entier que le peuple albanais était en mesure de se gouverner lui-même et de vivre en tant que nation. Ses efforts réussirent à sauver l'Albanie du nouveau démantèlement qu'ourdissaient les grandes puissances impérialistes.

Mais même après la proclamation de l'indépendance, le peuple albanais dû continuer la lutte pour ses droits.

* Le musée archéologique de Tirana est fort instructif à ce sujet. Entrée 0,50 F. (à suivre)

GRECE : Le peuple grec vaincra le fascisme !

Nous publions le communiqué suivant émanant de l'organisation des marxistes-léninistes de Grèce : « LAIKOS DROMOS » (VOIE DU PEUPLE) Edition spéciale - 19 septembre 1969

Entre le 5 et le 13 septembre, la police grecque a arrêté à Athènes et à Salonique des marxistes-léninistes et d'autres militants antifascistes - anti-impérialistes, les a transférés dans les cachots de la rue Bouboulinas et de la Sûreté Nationale de Salonique, où elle les torture brutalement.

Parmi les prisonniers se trouvent Rosa Economou, chimiste, cadre de Spak avant le coup d'Etat, Yannis Hotzéas, cadre de Spak, rédacteur en chef de la revue « Renaissance » et de l'hebdomadaire « Voie Populaire », Vanghélis Michas, étudiant en dernière année de Mathématiques, membre de Spak et cadre de PPSP avant le coup d'Etat, Elias Moutopoulos, étudiant en dernière année de l'Ecole d'Architecture de l'Université de Salonique, membre de Spak, cadre de PPSP et directeur de la revue « Monde étudiant » avant le coup d'Etat, et d'autres militants.

En procédant à ces arrestations, suite d'autres arrestations de marxistes-léninistes effectuées pendant les deux ans et demi de la dictature, les fascistes et leurs agents, les gredins de la Sûreté Nationale, s'efforcent d'empêcher le fougueux développement du mouvement



Une belle brochette de colonels et autres ennemis du peuple grec...

marxiste-léniniste en Grèce, de réfréner la lutte anti-impérialiste - antifasciste de notre peuple, de démoraliser les centaines de milliers de démocrates antifascistes qui ne se sont pas soumis et ne se soumettent pas à la violence fasciste et à la terreur. Mais ils ne réussiront même pas cette fois-ci ! Notre mot d'ordre :

A la place de chaque militant capturé, 10 et 100 nouveaux militants surgiront pour continuer la lutte antifasciste et anti-impérialiste. Que ceux qui se font des illusions le sachent ! Le

régime des impérialistes américains et des fascistes grecs, le régime des camps de concentration et des prisons, de la Sûreté Nationale et de la Police Militaire, de la faim et de la misère, ne sera renversé que par la lutte populaire irréductible.

La liberté, l'indépendance, la démocratie populaire, un monde libéré de la répression et de l'exploitation ne se conquiert que par la lutte continue, modeste et désintéressée de chaque démocrate antifasciste, lutte qui n'est pas toujours sans sacrifices. Cette vérité doit être comprise et réalisée par tous les antifascistes, afin qu'ils s'arment de volonté et de fermeté, d'abnégation et de bravoure tous les jours, pour combattre la domination étrangère et la soumission. Chaque coup fasciste doit nous armer de courage et de résolution, et intensifier notre lutte contre la tyrannie fasciste.

Notre devoir vis-à-vis des héros militants, torturés dans les cachots de la Police pour la cause du peuple grec, est d'intensifier notre lutte, de réaliser chaque jour des nouveaux pas dans la voie de la Révolution anti-impérialiste et néo-démocratique. Le devoir de chaque grec démocrate, où qu'il se trouve, est de secourir ses frères qui se battent pour lui, pour notre pays, pour notre peuple, de contribuer par tous les moyens à ce que soient arrachés de leurs tortionnaires ces militants et tous les autres qui sont torturés ou se trouvent en prison et en exil.

Chaque démocrate anti-impérialiste doit susciter partout des manifestations et des protestations, aider par son initiative ou par sa simple participation au développement d'un ample mouvement de solidarité vers les héros prisonniers et vers la lutte antifasciste et anti-impérialiste de notre peuple.

Il ne faut pas oublier que ces hommes, avec leur lutte et leur vie, édifient la libre, indépendante et populaire Grèce de demain.

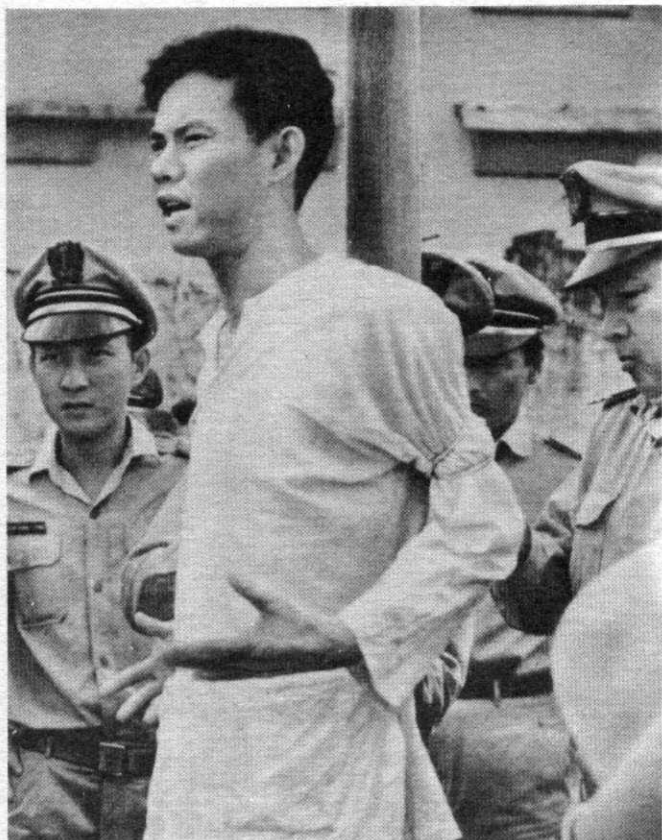
Par ailleurs nous avons reçu au sujet des mêmes arrestations le communiqué suivant :

L'Association des étudiants grecs de Paris et l'Association des travailleurs grecs de Paris, au nom des ouvriers et des étudiants grecs résidant en France, condamnent les procédés barbares et fascistes de répression et les tortures abominables que la clique pro-américaine de Papadopoulos utilise, essayant de freiner le développement du mouvement anti-impérialistes et antifasciste dans leur pays et d'étouffer le sentiment antifasciste de la majorité écrasante du peuple grec.

Les arrestations, les tortures atroces dont sont victimes les militants de la Résistance n'ont d'autre résultat que d'augmenter la haine de notre peuple contre les laquais des Américains et de faire progresser sa lutte contre le fascisme et l'impérialisme, contre un régime à la solde des étrangers.

Les ouvriers et les étudiants grecs de France expriment leur solidarité aux militants arrêtés et à tous les prisonniers du fascisme ; ils appellent tous les ouvriers, étudiants, intellectuels progressistes et tous les antifascistes de France à se solidariser avec les emprisonnés et les exilés grecs ; ils leur demandent de lutter par tous les moyens pour arracher les prisonniers des mains des fascistes et pour aider le peuple grec dans sa lutte anti-impérialiste et antifasciste.

Des millions de N'Guyen Van Troi



Un jeune ouvrier électricien de Saigon a tenté de faire sauter un pont au passage de Mac Namara, responsable n° 1 de la guerre d'agression impérialiste américaine au Vietnam. Arrêté et odieusement torturé, à en être grièvement blessé, N'Guyen Van-troi, communiste vietnamien, devient le symbole vivant de la résistance héroïque de tout un peuple. Condamné à mort, il doit être libéré contre la libération d'un colonel américain fait prisonnier à des dizaines de milliers de kilomètres du Vietnam, au Venezuela. Les patriotes vénézué-

liens relâchent leur prisonnier comme convenu. N'Guyen Van-troi, à l'heure d'être libéré, est exécuté. Face au peloton d'exécution des misérables fantoches vietnamiens, il refuse le bandeau et crie en tombant « Vive le Vietnam ! », « Vive Ho Chi-minh ! ».

C'était le 15 octobre 1964. Il y a déjà six ans.

Depuis, certes, Mac Namara est allé, cordialement, à Moscou. Et les révisionnistes de tout pays, U.R.S.S. en tête, s'acoquinent avec les impérialistes de tout poil, U.S.A. en tête, au nom de la « coexistence pacifique » et des « zones de partage du monde », entre frères ennemis se disputant les richesses des peuples.

Mais depuis, N'Guyen Van-troi, tes frères vietnamiens et tes frères vraiment communistes se lèvent, combattent et te vengent par millions. Au nom de l'internationalisme prolétarien et de l'homme nouveau, des millions de N'Guyen Van-troi osent lutter, luttent et savent lutter contre toute forme d'oppression et de réaction (1). Ici, en France, comme au Venezuela, en Chine et au Vietnam, nous reprenons la lutte sacrée, N'Guyen Van-troi, celle pour laquelle tu n'es pas mort en vain : **la libération de ta patrie, la construction du socialisme, l'avènement du communisme !**

« Vive le Vietnam ! », « Vive Ho Chi-minh ! ».

(1) Y compris la forme de réaction — le révisionnisme — qui consiste à utiliser, odieusement, le nom de N'Guyen Van Troi pour redorer le blason de la J. « C. ». Une simple question aux jeunes camarades de base encore trompés par cette organisation révisionniste : dans la salle (à moitié vide) du meeting de la J. « C. » à la Mutualité, vous a-t-on expliqué que le Mac Namara de 1968 à Moscou aurait « changé de nature » par rapport à celui que le héros vietnamien voulut tuer à Saigon en 1964 ? Si non, de qui la tribune s'est-elle moquée si ce n'est de vous et de N'Guyen Van Troi ?

SALE GUERRE IMPÉRIALISTE AU TCHAD

- 2 -

— Une usine de textile ;
— Vingt-deux usines d'égrenage du coton, dont la Cotonfran, appelée aujourd'hui pour la circonstance Société cotonnière franco-tchadienne, qui a le monopole de commercialisation. La Cotonfran appartient au groupe Bousenot, allié à la Banque occidentale (B.A.O.) et à la Compagnie cotonnière congolaise de Bruxelles. 70 % des Tchadiens comptant dans la population active travaillent pour la Cotonfran. Chacun consacre 180 jours par an au travail du coton avec un S.M.I.G. de 1 500 francs C.F.A., soit 30 francs français par mois pour les ouvriers des usines et 4 000 francs C.F.A., soit 80 francs français, pour le paysan, en moyenne. On peut se demander pourquoi tant d'hommes consacrent leur temps à une culture aussi peu rentable, alors que depuis « l'indépendance » — dix ans — la quantité et la qualité du coton produit a progressé et que le prix du coton, lui, n'a pas augmenté ? La raison est que cette culture est, en quelque sorte, forcée dans notre pays : sous la colonisation, c'était l'administration qui décrétait le travail forcé. Actuellement, c'est le parti unique qui renie son programme politique et qui rend la culture du coton obligatoire, au détriment des cultures vivrières. En fin d'année, le revenu provenant de la vente du coton permet tout juste à un Tchadien d'acheter deux pagnes de 2,50 m à 3 m de coton transformé.

En termes clairs, c'est la Cotonfran qui planifie le développement du Tchad. Les institutions telles que la direction des Affaires économiques, le commissariat au Plan, la Banque de développement, l'Office du commerce extérieur, etc., ne sont que des farces, de simples dupes. Elles s'inscrivent dans la politique néo-colonialiste qui consiste à placer les originaires du pays à des postes qui semblent être de direction, trompant la vigilance de la masse populaire, pour mieux exploiter les richesses du pays. Ainsi, il y a des Tchadiens administrateurs à la Cotonfran : ce sont de simples figurants.

Malgré les qualités et la volonté de ses habitants, le Tchad ne suis pas le progrès que connaissent les autres pays. Ce retard n'est pas un pur hasard. Il permet de constater que le néo-colonialisme installe de plus en plus solidement ses bases d'exploitation.

D'une part, le déficit permanent de la balance commerciale de notre pays s'explique par la présence perpétuelle des trusts économiques les plus puissants qui régnaient avant « l'indépendance » et qui exploitaient et exploitent féroce le peuple : C.F.A.O., S.C.O.A., S.C.K.N., B.J.A.O., B.N.C.I., Crédit lyonnais, etc. Ces trusts, en collaboration avec les Libano-Syriens, tel Georges Abtour, Coussa et avec certains notabilités politiques, appelées pour la circonstance « administrateurs des sociétés » qui siègent au conseil, jouent ainsi aux marionnettes en ruinant les petits commerçants nationaux. D'autre part, ce déficit chronique s'explique par la mainmise presque totale de la France sur nos échanges commerciaux.

(Suite page 11.)

Hors du Vietnam réclament les masses américaines en colère

C'est par millions que les masses américaines se sont associées, sous de multiples formes, mercredi 15 octobre, à la journée nationale de « moratoire » contre l'agression impérialiste U.S. au Vietnam.

Certes, à la tête de plusieurs de ces mouvements de protestations, bien des politiciens véreux et gros capitalistes se sont disputés l'honneur d'être « contestataires » de la politique de la Maison Blanche ; mais même ce phénomène est positif, n'ayons pas peur de le dire, et de l'expliquer :

Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, le « système américain » de tromperie électorale qu'est l'opposition entre « républicains » et « démocrates » s'est grippé, et a laissé place à la contradiction réelle entre forces monopolistes dirigeantes de l'impérialisme U.S. et masses populaires exploitées. Le fait que des représentants des monopoles U.S. misent désormais (contre la Maison Blanche et le Pentagone, et avec le peuple américain) pour la fin de l'agression militaire impérialiste au Vietnam, traduit simplement la profonde crise intérieure de l'impérialisme américain, à l'immense victoire militaire en cours du peuple héroïque du Vietnam.

Bien des couches de la population américaine sont encore loin, sans doute, d'acquiescer un niveau de conscience anti-impérialiste élémentaire, dans leur opposition à « la plus sale guerre de l'histoire américaine ». Les sénateurs Kennedy, McCarthy et autres « libéraux » ou « opposants » du genre du très réactionnaire et riche maire de New York, tous ces politiciens véreux n'ont pour seul but que de freiner cette prise de conscience en cours dans le peuple américain. Quitte pour eux à « perdre le Vietnam pour sauver le reste », c'est-à-dire à sauver l'apparence de la vie « démocratique » américaine qui leur permet de faire des affaires, sur le dos du peuple américain et des peuples du monde.

L'aspect principal de cette mobilisation n'est donc pas cette manœuvre d'hommes d'affaires « reniflant le vent », mais c'est bien que « le vent a tourné » ; que les bombardements de propagande pro-impérialiste sur le peuple américain comme ceux, plus criminels des B 52 sur le peuple vietnamien n'ont rien pu faire pour empêcher la libération du peuple vietnamien et la grande crise impérialiste américaine qui éveille les masses exploitées et trompées d'Amérique. Comme le dit l'organe central du Parti des travailleurs du Vietnam « Nhan Dan » du 17 octobre : « La puissance conjuguée des efforts des peuples vietnamien et américain a déjà fait crouler la clique Johnson. Cette puissance viendra certainement à bout de toutes les manœuvres de l'administration Nixon qui espère faire tourner la roue de l'histoire en arrière ».



La jeunesse américaine affronte les baïonnettes des « gardes nationaux »

Le Progressive Labor Party fut le premier en Amérique à se battre, dès le début de l'agression, pour le retrait total du corps expéditionnaire américain, en y dénonçant l'impérialisme et démontrant que le peuple vietnamien héroïque vaincrait inéluctablement par sa juste guerre populaire, guidée par la pensée marxiste-léniniste.

Nos camarades marxistes-léninistes américains, on peut en douter, firent au début l'unanimité contre eux. Puis, à force de persévérance et malgré la répression fasciste intérieure, leur juste mot d'ordre pénétra dans les mouvements de masses les plus importants depuis dix ans aux Etats-Unis : les Afro-Américains et la jeunesse, en particulier estudiantine.

Très vite les plus clairvoyantes des organisations de lutte afro-américaines et estudiantines firent la liaison entre leurs luttes et celles du peuple vietnamien. Ils constituent toujours aujourd'hui, le fer de lance du mouvement de masse américain contre la guerre du Vietnam. Ce mouvement pénètre désormais jusque dans « les citadelles de la citadelle » impérialiste américaine, à savoir les syndicats et l'armée américaine, pourtant solidement tenus en main par l'encadrement fasciste des monopoles U.S.

Aussi n'est-il pas surprenant que ceux-ci soient pressés « d'en finir avec le Vietnam » lorsque l'on voit que le 15 octobre, entre autres milliers d'actions anti-impérialistes, des masses afro-américaines se sont héroïquement battues contre les gardes de Nixon aux portes mêmes de la Maison Blanche, tandis que des soldats du corps « d'élite » américain au Vietnam, « l'America », ont porté sur leur uniforme le brassard noir de protestation contre leur présence au Vietnam.

« Comptant d'abord sur ses propres forces, et fort de l'appui des peuples du monde entier, le peuple vietnamien vaincra », cette vérité soulignée par le vénéré président Ho Chi-minh est en train de pénétrer le peuple américain, avec qui tous les peuples du monde enterreront l'impérialisme !



Avec presque soixante années de colonisation, et neuf années d'« indépendance », le Tchad ne possède aujourd'hui que :

- Deux abattoirs frigorifiques (banque Rothschild et Worms) ;
- Une minoterie « Les Grands moulins du Tchad » (filiale des Grands moulins de Paris), qui traite le blé importé de France ;
- Une brasserie (fabrication de bières) ;
- Deux fabriques de boissons gazeuses ;
- Une sucrerie (La Susu Tchad) ;
- Deux huileries ;
- Trois rizeries ;
- Une briquetterie ;
- Deux usines de menuiserie ;
- Une savonnerie ;